



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 septembre 2003  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-huitième session

Point 12 de l'ordre du jour

## Rapport du Conseil économique et social

### Rapport du Conseil économique et social pour 2003\*

## Table des matières

Chapitre

Page

#### Première partie\*\*

- I. Questions appelant une décision de l'Assemblée générale ou portées à son attention
- II. Réunion spéciale de haut niveau du Conseil avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce
- III. Débat de haut niveau
- Promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement en faveur de l'élimination de la pauvreté et du développement durable

#### Deuxième partie

- IV. Débat consacré aux activités opérationnelles ..... 5
- Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement ..... 5
- A. Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil ..... 5

\* Le présent rapport est une version préliminaire des chapitres du rapport du Conseil économique et social relatifs à sa session d'organisation de 2003, à la reprise de cette session et à la session de fond de 2003. Le chapitre relatif à la reprise de la session de fond sera publié en tant qu'additif au présent rapport. La version définitive du rapport complet sera publiée en tant que *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 3 (A/58/3/Rev.1)*.

\*\* La première partie de la session préliminaire du rapport du Conseil, contenant les chapitres I à III, sera publiée séparément sous la cote A/58/3 (Part I). Les résolutions et décisions adoptées par le Conseil à sa session d'organisation de 2003, à la reprise de cette session et à la session de fond de 2003 sont publiées initialement sous les cotes E/2003/INF/2 et Add.1 à 3 et Add.1/Corr.1. Celles adoptées à la reprise de la session de fond seront publiées sous la cote E/2003/INF/2/Add.4. Les résolutions et décisions seront publiées sous leur forme définitive en tant que *Documents officiels du Conseil économique et social, Supplément No 1 (E/2003/99)*.



B.	Rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial . . . . .	5
C.	Coopération économique et technique entre pays en développement. . . . .	6
V.	Débat consacré aux questions de coordination . . . . .	11
	Rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	11
VI.	Débat consacré aux affaires humanitaires . . . . .	13
	Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies. . . . .	13
VII.	Débat général . . . . .	15
A.	Application et suivi des recommandations issues des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	15
1.	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement . . . . .	15
2.	Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 . . . . .	17
B.	Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions . . . . .	19
1.	Rapports des organes de coordination. . . . .	21
2.	Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 . . . . .	21
3.	Calendrier des conférences et réunions concernant les domaines économique et social et les domaines connexes . . . . .	21
4.	Coopération internationale dans le domaine de l'informatique . . . . .	22
5.	Programme d'assistance à long terme à Haïti. . . . .	22
6.	Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies . . . . .	22
7.	Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA) . . . . .	23
8.	Groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit . . . . .	23
9.	Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications . . . . .	24
C.	Application des résolutions 50/227 et 50/12 B de l'Assemblée générale. . . . .	24
D.	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies . . . . .	25
E.	Coopération régionale. . . . .	26

F.	Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé . . . . .	28
G.	Organisations non gouvernementales . . . . .	32
H.	Questions relatives à l'économie et à l'environnement . . . . .	34
	1. Développement durable . . . . .	35
	2. Science et technique au service du développement . . . . .	38
	3. Statistiques . . . . .	40
	4. Établissements humains . . . . .	40
	5. Environnement . . . . .	43
	6. Population et développement . . . . .	43
	7. Administration publique et développement . . . . .	44
	8. Coopération internationale en matière fiscale . . . . .	45
	9. Forum des Nations Unies sur les forêts . . . . .	46
	10. Assistance aux États tiers touchés par l'application des sanctions . . . . .	47
	11. Cartographie . . . . .	48
	12. Transport de marchandises dangereuses . . . . .	48
	13. Les femmes et le développement . . . . .	50
I.	Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme . . . . .	50
	1. Promotion de la femme . . . . .	50
	2. Développement social . . . . .	55
	3. Prévention du crime et justice pénale . . . . .	57
	4. Stupéfiants . . . . .	60
	5. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés . . . . .	62
	6. Application du Programme d'action de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale . . . . .	63
	7. Droits de l'homme . . . . .	63
	8. Instance permanente sur les questions autochtones . . . . .	75
	9. Confidentialité des données génétiques et non-discrimination . . . . .	77
J.	Examen de la demande de transformation de l'Organisation internationale de protection civile, organisation intergouvernementale dotée du statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée des Nations Unies . . .	77
K.	Négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du tourisme en vue de la transformation de celle-ci en institution spécialisée du système des Nations Unies . . . . .	78
VIII.	Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations . . . . .	81

IX.	Questions d'organisation .....	83
A.	Session d'organisation .....	83
B.	Reprise de la session d'organisation .....	84
C.	Session de fond .....	87
Annexes		
I.	Ordres du jour de la session d'organisation pour 2003, de la reprise de cette session ainsi que de la session de fond de 2003 .....	88
II.	Organisations intergouvernementales désignées par le Conseil en vertu de l'article 79 du Règlement intérieur pour participer aux délibérations du Conseil sur les questions relevant du domaine d'activité desdites organisations .....	92
III.	Composition du Conseil et de ses organes subsidiaires et connexes*	

---

\* Sera publié sous forme d'additif au présent document.

## Chapitre IV

### Débat consacré aux activités opérationnelles

#### Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement

1. Le Conseil a examiné la question des activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement (point 3 de l'ordre du jour) de sa 19<sup>e</sup> à sa 24<sup>e</sup> séance, et de sa 29<sup>e</sup> à 31<sup>e</sup> séance, les 3, 4, 7, 10 et 11 juillet 2003 (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.19 à 24 et 29 à 31).

#### A. Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil

2. Le Conseil a tenu un débat sur la suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil (point 3 a) de l'ordre du jour) à ses 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup> séances, les 7, 10 et 11 juillet (voir E/2003/SR.23, 24 et 29 à 31). Il était saisi des documents suivants :

a) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Maximisation des effets bénéfiques des projets de coopération technique relatifs aux ressources en eau pour les communautés cibles : remédier au décalage entre les niveaux normatifs et opérationnels dans le système des Nations Unies (études de cas dans deux pays africains) » (A/57/497);

b) Observations du Secrétaire général et du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination sur le rapport du Corps commun d'inspection (A/57/497/Add.1) ;

c) Rapport du Secrétaire général relatif aux données statistiques globales sur les activités opérationnelles au service du développement pour 2001 (E/2003/57);

d) Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution 56/201 de l'Assemblée générale (E/2003/61);

e) Rapport du Secrétaire général sur l'évaluation des enseignements que les fonds, organismes et programmes des Nations Unies tirent des activités d'évaluation sur le terrain (E/2003/64);

f) Rapport du Secrétaire général sur le financement des activités de coopération du système des Nations Unies pour le développement (E/2003/89);

#### B. Rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial

3. Le Conseil a tenu un débat sur les rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies

pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial à ses 23e, 24e et 30e séances, les 7 et 11 juillet (voir E/2003/SR.23, 24 et 30). Il était saisi des documents suivants :

- a) Rapport annuel de l'Administrateur du Programme alimentaire mondial et du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (E/2003/13);
- b) Rapport annuel du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (E/2003/14);
- c) Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa première session ordinaire de 2003 [E/2003/34 (Part I)]<sup>1</sup>;
- d) Rapport annuel de la Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance au Conseil économique et social (E/2003/48);
- e) Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial sur les travaux de ses première, deuxième et troisième sessions ordinaires et de sa session annuelle de 2002 (E/2003/36).
- f) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population sur les travaux de sa deuxième session ordinaire de 2002 (DP/2003/1);
- g) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population sur les travaux de sa première session ordinaire de 2003 (DP/2003/9);
- h) Rapport de l'Administrateur du PNUD sur le renforcement du processus de consultation avec les États Membres concernant le *Rapport sur le développement humain, conformément à la résolution 57/264 de l'Assemblée générale* (DP/2003/17);
- i) Décisions adoptées par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population à sa session annuelle de 2003 (DP/2003/26);
- j) Décisions adoptées par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance à sa session annuelle de 2003 (E/2003/L.8);

### **C. Coopération économique et technique entre pays en développement**

4. Le Conseil a tenu un débat sur la coopération économique et technique entre pays en développement à ses 23e et 24e séances, le 7 juillet (voir E/2003/SR.23 et 24). Il était saisi du rapport du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement (TCDC/13/4).

5. À sa 19e séance, le 3 juillet, le Conseil a tenu une réunion-débat de haut niveau au sujet des ressources consacrées aux activités opérationnelles de développement, au cours de laquelle il a examiné les progrès réalisés dans le financement des activités de coopération pour le développement du système des Nations Unies. L'animateur de la réunion, M. Nitin Desai, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, a fait des observations liminaires et présenté

les participants. Les participants suivants ont fait des exposés avant de répondre aux questions qui leur avaient été posées : Walter Fust, Directeur général de la Direction du développement et de la coopération du Ministère suisse des affaires étrangères; Marco Cesar Naslauksy, Directeur général du Service de la coopération pour le développement du Ministère brésilien des affaires étrangères; Ruth Jacoby, Directrice générale du Service de la coopération pour le développement du Ministère suédois des affaires étrangères; Ariel Buira, Président du Groupe des 24; Ron Keller, Directeur général du Service de la coopération internationale du Ministère néerlandais des affaires étrangères; Muchkund Dubey, Président du Conseil indien pour le développement social; Jean-Claude Fauré, ancien Président du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE); et Bruce Jenks, Administrateur associé et Directeur du Bureau des ressources et des partenariats stratégiques du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

6. À sa 20e séance, le 3 juillet, le Conseil s'est entretenu avec les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies. L'Administrateur du PNUD, la Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM) ont fait des exposés puis répondu aux questions qui leur avaient été posées.

7. À sa 21e séance, le 4 juillet, le Conseil a tenu une réunion-débat de haut niveau au sujet de l'évaluation impartiale et indépendante de la façon dont les fonds, programmes et organismes des Nations Unies assimilent les leçons tirées de leur propres évaluations, en vue de formuler des propositions quant à la façon d'améliorer les mécanismes systématiques de contrôle sur le terrain. L'animateur de la réunion, M. Patrizio Civili, Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations, a fait des observations liminaires et présenté les participants. Les intervenants suivants ont fait des exposés puis répondu aux questions qui leur avaient été posées : Colin Kirk, Chef du Service de l'évaluation du Département pour le développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; Hans Lundgren, Conseiller chargé d'examiner l'efficacité de l'aide du Secrétariat du Comité d'aide au développement de l'OCDE, Luciano Lavizzari, Directeur du Bureau de l'évaluation du Fonds international de développement agricole (FIDA); Alan Nurul, Directeur adjoint du Bureau de l'évaluation du PNUD; Mahesh Patel, Directeur du Bureau de l'évaluation de l'UNICEF, Eduardo Wiesner, associé principal de la société colombienne Wiesner et Asociados; et Dharam Ghai, consultant-évaluateur (Kenya).

8. À sa 22e séance, le 4 juillet, le Conseil s'est entretenu avec l'équipe de pays des Nations Unies pour le Sénégal. Des exposés ont été faits par Niane Thierno Seydou, Coordonnateur de la cellule de suivi, Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout (PLCP) du Ministère sénégalais de l'économie et des finances; Cheikh Mouhamady Cissoko, Président d'honneur du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR); et Wore Gana Seck, Vice-Présidente du Conseil des organisations non gouvernementales d'appui au développement (CONGAD), Sénégal; puis par les représentants ci-après de l'équipe de pays : Ahmed Rhazaoui, coordonnateur résident et représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement; Alain Nickels, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Ian Hopwood, représentant résident de l'UNICEF, qui ont ensuite répondu aux questions qui leur avaient été posées.

9. À sa 23e séance, le 7 juillet, le Conseil a tenu à un débat général sur le point et entendu des déclarations liminaires du Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques aux affaires interorganisations et d'un inspecteur du Corps commun d'inspection.

10. À sa 24e séance, le 7 juillet, le Conseil a poursuivi son débat général sur le point et entendu une déclaration liminaire du Conseiller en matière de politiques du Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement du PNUD.

### **Mesures prises par le Conseil**

11. Au titre du point 3 a) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 2003/3 et 2003/4.

#### **État de l'application de la résolution 56/201 de l'Assemblée générale relative à l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies**

12. À sa 30e séance, le 11 juillet, le Vice-Président du Conseil, Abdul Mejid Hussein (Éthiopie), a présenté un projet de résolution (E/2003/L.20) intitulé « État de l'application de la résolution 56/201 de l'Assemblée générale relative à l'examen triennal d'ensemble des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies », établi à l'issue de consultations officielles.

13. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution (voir résolution 2003/3 du Conseil).

#### **Fonds de solidarité mondial**

14. À sa 29e séance, le 10 juillet, l'observateur du Maroc a présenté, au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a présenté un projet de résolution (E/2003/L.18) intitulé « Fonds de solidarité mondial », et dont le texte se lisait comme suit :

*« Le Conseil économique et social,*

*Rappelant les résolutions 55/210 du 20 décembre 2000, 56/207, du 21 décembre 2001, et 57/265, du 20 décembre 2002, de l'Assemblée générale,*

*Rappelant également la Déclaration du Millénaire, adoptée par les chefs d'État et de gouvernement,*

*Rappelant en outre le Consensus de Monterrey, issu de la Conférence internationale sur le financement du développement tenue du 18 au 22 mars 2002 à Monterrey (Mexique), ainsi que la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable et le Plan d'application, dit de Johannesburg, du Sommet mondial pour le développement durable tenu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud),*

*Prenant note de la note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement relatif à la création du Fonds de solidarité mondial,*

1. *Apprécie la contribution importante que le Fonds de solidarité mondial pourrait apporter à la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et en particulier celui d'une*



réduction de moitié de la proportion de gens subsistant avec moins de un dollar par jour et de la proportion de ceux qui souffrent de la faim;

2. *Se félicite* de la création, en février 2003, du Fonds de solidarité mondial en tant que fonds d'affectation spéciale du Programme des Nations Unies pour le développement, régi par les règles de gestion financière et le règlement financier adoptés par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population;

3. *Prie* l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de prendre de nouvelles mesures pour assurer l'entrée en activité du Fonds de solidarité mondial en constituant, sans délai, le Comité de haut niveau chargé de définir la stratégie du Fonds et de mobiliser les ressources financières qui lui permettront de commencer à intervenir pour lutter contre la pauvreté;

4. *Prie* le Secrétaire général et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire largement connaître l'existence du Fonds de solidarité mondial et attirer sur lui l'attention des secteurs public et privé comme de la société civile;

5. *Encourage* les États Membres, les organisations internationales, le secteur privé, ainsi que les institutions, fondations et particuliers intéressés à fournir des contributions au Fonds;

6. *Invite* les pays en développement à recenser les projets à présenter en vue de leur financement par le Fonds de solidarité mondial et prie le Programme des Nations Unies pour le développement de coopérer à cet égard avec les autorités nationales;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa session de fond de 2004, un rapport d'étape sur la mise en service du Fonds de solidarité mondial. »

15. À sa 31e séance, le 11 juillet, le Vice-Président du Conseil, Abdul Mejid Hussein (Éthiopie), a présenté un projet de résolution (E/2003/L.21), établi à l'issue des consultations officieuses tenues sur le projet de résolution E/2003/L.18.

16. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution E/2003/L.21 (voir résolution 2003/4 du Conseil).

17. Le projet de résolution E/2003/L.21 ayant été adopté, le projet de résolution E/2003/L.18 a été retiré par ses auteurs.

18. Au titre du point 3 b) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la décision 2003/224.

#### **Délégation de l'autorité officielle dans les questions relatives au personnel du FNUAP**

19. À sa 30e séance, le 11 juillet, le Vice-Président du Conseil, Abdul Mejid Hussein (Éthiopie), a présenté un projet de décision (E/2003/L.13) intitulé « Délégation de l'autorité officielle dans les questions relatives au personnel du FNUAP », établi à l'issue de consultations officieuses.

20. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision (voir décision 2003/224 du Conseil).

**Documents examinés par le Conseil en relation avec le point 3**

21. Au titre de l'ensemble du point, le Conseil a adopté la décision 2003/225.

22. À sa 31<sup>e</sup> séance, le 11 juillet, sur la proposition du Vice-Président, le Conseil a pris acte des documents qui lui avaient été soumis au titre du point 3 (voir décision 2003/225 du Conseil).

*Notes*

<sup>1</sup> À paraître comme *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 14* (E/2003/34/Rev.1).

## Chapitre V

### Débat consacré aux questions de coordination

#### **Rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies**

1. Le Conseil a examiné la question du rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies (point 4 de l'ordre du jour) de sa 25e à sa 28e séance, les 8 et 9 juillet 2003 (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.25 à 28). Pour examiner ce point, il était saisi des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général sur le rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'ONU (E/2003/67);

b) Rapport complet de la Commission de statistique sur les travaux visés à la section E du chapitre VI de son rapport relatif à sa trente-troisième session et sur les indicateurs de base pour l'application et le suivi intégrés et coordonnés à tous les niveaux des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, y compris le rapport sur les indicateurs portant sur les moyens d'application (E/2003/83);

c) Note du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), transmettant le rapport du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et mettant l'accent sur ses liens avec le suivi des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'ONU (E/2003/87).

2. À sa 25e séance, le 8 juillet, les Vice-Présidents du Groupe spécial de travail de l'Assemblée générale chargé d'étudier l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'ONU dans les domaines économique et social, Nana Effah-Apenteng (Ghana) et Jean de Ruyt (Belgique), ont fait des déclarations.

3. À sa 25e séance également, le Conseil a tenu un débat général sur le point et entendu une déclaration liminaire du Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations.

4. À sa 26e séance, le 8 juillet, le Conseil a organisé une réunion-débat sur la suite donnée aux conférences : objectifs et problèmes communs. Les intervenants ci-après ont fait des exposés : Rubens Ricupero, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); Jan Pronk, professeur à l'Institut international néerlandais des études sociales pour le développement; Brunson McKinley, Directeur général de l'Organisation pour les migrations; et David Heymann, Directeur exécutif de la Division des maladies transmissibles de l'Organisation mondiale de la santé. Le Conseil a ensuite entendu une déclaration de l'intervenant principal, Jeffrey McNeely, représentant de l'Union

mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources, puis invité les participants à engager un dialogue avec les intervenants.

5. À sa 27e séance, le 9 juillet, le Conseil a achevé le débat général sur ce point.

6. À sa 28e séance, le 9 juillet, le Conseil a organisé une réunion-débat sur la manière d'oeuvrer ensemble en faveur du développement rural en vue d'atteindre les objectifs de développement convenus à l'échelle internationale. Le Directeur de la Division de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination a fait une déclaration. Les intervenants ci-après ont fait des exposés : Abhimanyu Singh, Directeur en chef de l'Unité du suivi de Dakar du Secteur de l'éducation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; Jean Majeres, Chef du Service des investissements à forte intensité d'emplois de l'Organisation internationale du Travail; et Eduardo Doryan, Représentant spécial de la Banque mondiale auprès de l'ONU. Le Conseil a ensuite entendu des déclarations des principaux intervenants ci-après : Lev Komlev, Responsable du Programme relatif aux pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires de la CNUCED; Themba Masuku, Directeur du Bureau de liaison de la FAO à Genève; et Maria Elena Chavez, Directrice générale adjointe de l'Alliance coopérative internationale, puis invité les participants à engager un dialogue avec les intervenants.

### **Mesures prises par le Conseil**

7. Au titre du point 4 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 2003/6 et la décision 2003/227.

#### **Rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies**

8. À sa 36e séance, le 16 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution intitulé « Rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies » (E/2003/L.27), présenté par le Vice-Président du Conseil.

9. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution (voir résolution 2003/6 du Conseil).

10. Avant l'adoption du projet de résolution, le représentant de la France a fait une déclaration. Après l'adoption du projet, une déclaration a été faite par le représentant des États-Unis d'Amérique.

#### **Documents examinés par le Conseil au titre du point 4**

11. À sa 36e séance, le 16 juillet, sur la proposition du Vice-Président, le Conseil a pris acte d'un document présenté au titre du point 4 (voir décision 2003/227 du Conseil).

## Chapitre VI

### Débat consacré aux affaires humanitaires

#### Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies

1. Le Conseil a examiné la question du renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (point 5 de l'ordre du jour) de sa 31<sup>e</sup> à sa 35<sup>e</sup> séance, tenues les 11, 14 et 15 juillet 2003 (voir E/2003/SR.31 à 35). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (A/58/89-E/2003/85);

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Évaluation de la réaction du système des Nations Unies au Timor oriental : coordination et efficacité (A/58/85-E/2003/80);

c) Note du Secrétaire général transmettant ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sur le rapport susmentionné (A/58/85/Add.1-E/2003/80/Add.1);

d) Lettre datée du 28 mai 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte issu de la dix-septième Conférence interaméricaine (A/57/821-E/2003/86);

e) Lettre datée du 1<sup>er</sup> juillet 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte des conclusions, des principes et du Plan d'action humanitaire adoptés à la Réunion internationale sur l'action humanitaire (A/58/99-E/2003/94).

2. À sa 31<sup>e</sup> séance, le 11 juillet, le Conseil a organisé une réunion-débat sur le financement et l'efficacité de l'aide humanitaire, à laquelle ont participé les intervenants ci-après : Jan Berteling, Directeur de la Division des droits de l'homme, de l'aide humanitaire, de la bonne gouvernance et de la consolidation de la paix du Ministère néerlandais des affaires étrangères; Magnus Lennartsson, Directeur adjoint du Chef de la Section de l'aide humanitaire du Département de la coopération mondiale du Ministère suédois des affaires étrangères; le Directeur exécutif adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM); Simon Mechale, Commissaire éthiopien à la préparation préalable et à la prévention des catastrophes et le Haut Commissaire assistant des Nations Unies pour les réfugiés.

3. À sa 32<sup>e</sup> séance, le 14 juillet, le Conseil a organisé une réunion-débat sur le passage de la phase des secours à celle de l'aide au développement, à laquelle ont participé les intervenants ci-après : le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés; le Vice-Président du Comité international de la Croix-Rouge, Jacques Forster; le Coordonnateur assistant des secours d'urgence du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU; un représentant du Bureau de la prévention des conflits et du relèvement du PNUD et le coordonnateur résident et coordonnateur des secours humanitaires des Nations Unies en Angola.

4. À sa 33e séance, le Conseil a organisé une réunion-débat sur les mesures prises pour faire face aux répercussions du VIH/sida et d'autres maladies épidémiques sur les opérations de secours humanitaire, à laquelle ont participé les intervenants ci-après : le Directeur exécutif de la Division du développement durable et des milieux favorables à la santé de l'Organisation mondiale de la santé; le Directeur du Département de l'appui aux pays et aux régions d'ONUSIDA; le Président du Réseau européen de la Croix-Rouge concernant le sida, Massimo Barra; et le Directeur exécutif adjoint du PAM.

### **Mesures prises par le Conseil**

5. Au titre du point 5, le Conseil a adopté la résolution 2003/5 et la décision 2003/226.

#### **Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies**

6. À sa 35e séance, le 15 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution, en anglais seulement, intitulé « Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies » (paru ultérieurement sous la cote E/2003/L.28), que le Vice-Président du Conseil, Valery Kuchinsky (Ukraine), a présenté à l'issue de consultations officielles.

7. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution (voir résolution 2003/5 du Conseil).

8. Avant l'adoption du projet de résolution, les représentants de la France, de Cuba et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations.

#### **Documents examinés par le Conseil au titre du point 5**

9. À sa 35e séance, le 15 juillet, sur la proposition du Vice-Président, le Conseil a décidé de prendre acte d'un document présenté au titre du point 5 (voir décision 2003/226 du Conseil).

## Chapitre VII

### Débat général

#### A. Application et suivi des recommandations issues des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies

##### 1. Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement

1. Le Conseil a tenu un débat sur le suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement [point 6a)] à ses 36e, 37e et 47e séances, les 16 et 24 juillet (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.36, 37et 47). Il était saisi des documents suivants :

- a) Résumé des travaux de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, établi par le Président (A/58/77-E/2003/62);
- b) Résumé des auditions et du dialogue du Conseil économique et social avec les membres de la société civile (A/58/77/Add.1-E/2003/62/Add.1);
- c) Résumé des auditions et du dialogue du Conseil économique et social avec les entreprises partenaires (A/58/77/Add.2-E/2003/62/Add.2);
- d) Rapport du Secrétaire général sur les activités de suivi relatives à la Conférence internationale sur le financement du développement (A/57/319-E/2002/85);

#### Mesures prises par le Conseil

2. Au titre du point 6 a), le Conseil a adopté la résolution 2003/47.

#### Conférence internationale sur le financement du développement

3. À sa 36e séance, le 16 juillet, le représentant du Maroc a présenté, au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Conférence internationale sur le financement du développement » (E/2003/L.10), dont le texte se lisait comme suit :

*« Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la résolution 56/210 B de l'Assemblée générale en date du 9 juillet 2002, dans laquelle l'Assemblée a fait sien le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement, adopté le 22 mars 2002,

*Rappelant également* la résolution 2002/34 du Conseil économique et social, datée du 26 juillet 2002, dans laquelle le Conseil a défini quatre grandes tâches liées aux activités de suivi : promouvoir la cohérence et une approche intégrée au sein des Nations Unies; intensifier les interactions avec les autres parties prenantes intéressées; continuer à faire participer les autres parties prenantes intéressées, y compris les organisations de la société civile et

le secteur privé; et préparer des rapports pour examen par l'Assemblée générale,

*Rappelant en outre* le rapport du Groupe de travail spécial de l'Assemblée générale sur l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies dans le domaine économique et social,

*Considérant* qu'il est très important d'assurer comme il convient le suivi de l'application des accords et engagements obtenus à la Conférence,

*Soulignant* qu'il importe de rester pleinement engagé, sur les plans national, régional et international, afin d'assurer comme il convient le suivi de l'application des accords et engagements obtenus à la Conférence, et de continuer à établir des liens entre les organisations et initiatives de développement, de financement et de commerce, dans le cadre du programme de travail global de la Conférence,

*Conscient* du lien qui existe entre le financement du développement et la réalisation des buts et objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire, lorsqu'il s'agit de mesurer les progrès et d'aider à définir les priorités en matière de développement ainsi que d'assurer une croissance économique soutenue et un développement durable, compte tenu du Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable (Plan d'application de Johannesburg),

*Accueillant favorablement* la création d'un Bureau du financement du développement au sein du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, conformément à la résolution 57/273 de l'Assemblée générale, datée du 20 décembre 2002,

1. *Prend note avec satisfaction* du résumé des travaux de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce (New York, 14 avril 2003) élaboré par le Président du Conseil économique et social, qui constitue une contribution importante du Conseil au dialogue de haut niveau sur le financement du développement que doit tenir l'Assemblée générale au mois d'octobre 2003;

2. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur les activités de suivi relatives à la Conférence internationale sur le financement du développement;

3. *Se félicite* du dialogue interactif mené dans le cadre de la réunion spéciale de haut niveau, qui a constitué une première étape, importante et couronnée de succès, dans le processus de suivi prévu au paragraphe 69 du Consensus de Monterrey de la Conférence internationale sur le financement du développement;

4. *Décide* de faire fond sur l'expérience accumulée lors de la réunion spéciale de haut niveau de 2003 pour convoquer et organiser la prochaine réunion de haut niveau qui devrait permettre d'examiner les mesures spécifiques que doit prendre chacune des parties prenantes pour faire avancer le processus de Monterrey;



5. *Décide également* d'inviter des représentants du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à participer à la réunion spéciale de haut niveau;

6. *Décide en outre* que le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, en collaboration avec les secrétariats des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et de la CNUCED, établira les documents nécessaires à la réunion spéciale de haut niveau;

7. *Accueille favorablement* la participation continue des organisations non gouvernementales et du secteur privé au processus de Monterrey, conformément au Règlement intérieur du Conseil économique et social et à ses pratiques établies. »

4. À sa 47<sup>e</sup> séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution intitulé « Conférence internationale sur le financement du développement » (E/2003/L.39), que la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), a présenté à l'issue de consultations officielles sur le projet de résolution E/2003/L.10.

5. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution (voir résolution 2003/47 du Conseil).

## **2. Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010**

6. Le Conseil a tenu un débat sur l'examen et la coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 [point 6 b)] à ses 36<sup>e</sup> à 38<sup>e</sup>, 41<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> séances, les 16, 17, 18 et 22 juillet (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.36, 37, 38, 41 et 44). Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (A/58/86-E/2003/81).

7. À sa 36<sup>e</sup> séance, le 16 juillet, le Secrétaire général adjoint et le Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a fait une déclaration liminaire.

### **Mesures prises par le Conseil**

8. Au titre du point 6 b), le Conseil a adopté la résolution 2003/17.

#### **Programme d'action en faveur des pays les moins avancés**

9. À sa 41<sup>e</sup> séance, le 18 juillet, le représentant du Maroc a présenté, au nom également de l'Espagne et de la France, un projet de résolution intitulé « Programme d'action en faveur des pays les moins avancés » (E/2003/L.15), dont le texte se lisait comme suit :

« *Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la Déclaration de Bruxelles et le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010,

*Rappelant également* sa décision 2001/320 du 24 octobre 2001, par laquelle il a décidé d'inscrire au titre du point de l'ordre du jour ordinaire intitulé "Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'ONU" une question subsidiaire intitulée "Examen et coordination de l'exécution du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010",

*Rappelant en outre* sa résolution 2002/33 du 26 juillet 2002 relative au rapport présenté oralement par le Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement sur la mise en oeuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010;

2. *Exprime sa profonde préoccupation* devant le faible taux d'exécution du Programme d'action;

3. *Demande* au Secrétaire général, tout en soulignant le rôle central du Conseil dans la coordination des mesures prises dans le cadre du système des Nations Unies en vue de l'application du Programme d'action, de prendre les mesures voulues pour renforcer les actions de plaidoyer, de surveillance et de coordination du Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que sa gestion et son effectif;

4. *Souligne* la nécessité d'une mise en oeuvre effective du Programme d'action ainsi que de son évaluation annuelle lors de la session de fond du Conseil économique et social, prend acte à cet égard de l'importance capitale de la participation des pays les moins avancés au processus d'évaluation du Programme d'action et demande au Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour faciliter la participation des délégations des pays les moins avancés aux sessions de fond annuelles du Conseil économique et social;

5. *Demande* à tous les partenaires pour le développement des pays les moins avancés, notamment aux institutions financières multilatérales, d'honorer leurs engagements concernant la mise en oeuvre effective et accélérée du Programme d'action et de concrétiser leur soutien en termes d'aide publique au développement, d'investissements étrangers directs, d'allègement de la dette, de renforcement des capacités, d'accès aux marchés et d'appui aux réformes par la voie de l'offre;

6. *Demande instamment* aux pays développés qui ne l'ont pas encore fait de s'employer concrètement à donner une suite effective aux engagements qu'ils ont contractés en matière d'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés tels qu'ils figurent au paragraphe 83 du Programme d'action;

7. *Invite* le système des Nations Unies, ainsi que les institutions de Bretton Woods et toutes les autres organisations internationales, à soutenir à titre prioritaire l'application du Programme d'action, notamment tous les programmes de coopération financière et technique destinés aux pays les moins avancés;

8. *Se félicite* des initiatives prises par l'Organisation des Nations Unies et le Groupe des Huit en vue de réduire la fracture numérique qui a accentué la marginalisation des pays les moins avancés, en particulier dans le domaine des technologies de l'information, demande à la communauté internationale de pourvoir aux besoins particuliers des pays les moins avancés dans ce domaine et, à cet égard, recommande que le prochain Sommet mondial sur la société de l'information adopte des mesures concrètes pour réduire la fracture numérique dans les pays les moins avancés;

9. *Demande* à la prochaine Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui doit se tenir à Cancún (Mexique) en septembre 2003, d'adopter de nouvelles mesures propres à contrecarrer efficacement la marginalisation des pays les moins avancés dans le système commercial multilatéral, notamment en accélérant l'accession à cette organisation des pays les moins avancés qui y sont candidats;

10. *Prie* les membres de l'Organisation mondiale du commerce de donner effet sans délai aux lignes directrices afin de faciliter et d'accélérer les négociations avec les pays les moins avancés en vue de leur accession à l'Organisation mondiale du commerce, qui ont été adoptées par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce le 10 décembre 2002;

11. *Reconnaît* que les pays qui cessent de faire partie des pays les moins avancés ont besoin d'une période de transition ordonnée pour maintenir leurs projets et programmes de développement à un niveau qui ne soit pas inférieur à celui de la période antérieure et, à cet égard, décide que la question du changement de statut des pays les moins avancés ne sera examinée qu'à l'occasion de l'évaluation finale du Programme d'action;

12. *Demande* au Secrétaire général de soumettre son rapport annuel sur l'état d'avancement de l'application du Programme d'action de manière à y mettre davantage l'accent sur les résultats concrets et à faire apparaître les progrès réalisés dans l'application dudit programme. »

10. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution révisé intitulé « Programme d'action en faveur des pays les moins avancés » (E/2003/L.15/Rev.1), présenté par l'auteur du projet de résolution E/2003/L.15.

11. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé. Voir résolution 2003/17 du Conseil.

## **B. Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions**

12. Le Conseil a tenu un débat sur les questions de coordination, les questions relatives au programme et autres questions (point 7 de l'ordre du jour) à ses 39e, 40e, 42e, 44e, 46e, 47e et 48e séances, les 17, 18, 21, 22, 23 et 24 juillet 2003 (pour

le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.39, 40, 42, 44 et 46 à 48). Il était saisi des documents suivants :

*Rapports des organes de coordination (point 7 a) de l'ordre du jour)*

a) Rapport d'ensemble annuel du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2002 (E/2003/55);

b) Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-troisième session [A/58/16 (Supplément No 16)<sup>1</sup>];

*Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 (point 7 b) de l'ordre du jour)*

c) Chapitres pertinents du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 (A/58/6);

*Calendrier des conférences et réunions concernant les domaines économique et social et les domaines connexes (point 7 c) de l'ordre du jour)*

d) Lettre datée du 26 juin 2003, adressée au Président du Conseil économique et social par le Président du Comité des conférences (E/2003/102);

*Coopération internationale dans le domaine de l'informatique [point 7 d) de l'ordre du jour)*

e) Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans le domaine de l'informatique (E/2003/75);

*Programme d'assistance à long terme à Haïti (point 7 e) de l'ordre du jour)*

f) Rapport du Secrétaire général sur le programme d'assistance à long terme à Haïti (E/2003/54);

*Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies (point 7 f) de l'ordre du jour)*

g) Rapport du Secrétaire général sur le suivi et l'état d'avancement de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (E/2003/69);

*Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA) (point 7 g) de l'ordre du jour)*

h) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (E/2003/66);

*Groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit (point 7 h) de l'ordre du jour)*

i) Rapport du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau (E/2003/8);

j) Lettre datée du 26 septembre 2002, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent du Burundi auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/2002/86);

k) Lettre datée du 1er juillet 2003, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/2003/95).

*Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications (point 7 i) de l'ordre du jour)*

l) Premier rapport annuel du Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications (E/2003/56 et Corr.1).

13. À la 39e séance, le 17 juillet, des déclarations liminaires ont été faites par le Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations [au titre du point 7 a)]; le Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA) [au titre du point 7 g)]; le Président du Comité du programme et de la coordination [au titre des points 7 d) et i)]; et le Directeur de la Division de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination du Département des affaires économiques et sociales [au titre des points 7 b) et e)].

### **Mesures prises par le Conseil**

14. Au titre du point 7 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 2003/16, 2003/18, 2003/46, 2003/48, 2003/49, 2003/50, 2003/53 et 2003/54 et les décisions 2003/272 et 2003/288.

## **1. Rapports des organes de coordination**

15. Aucune proposition n'a été présentée au titre du point 7 a).

## **2. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005**

16. Aucune proposition n'a été présentée au titre du point 7 b).

## **3. Calendrier des conférences et réunions concernant les domaines économique et social et les domaines connexes**

### **Calendrier des conférences et réunions concernant les domaines économique et social et les domaines connexes pour 2004 et 2005**

17. À la 39e séance, le 17 juillet, le Chef du Service de la planification centrale et de la coordination de la Division des services de conférence de Genève a présenté et révisé oralement le calendrier provisoire des conférences et réunions concernant les domaines économique et social et les domaines connexes pour 2004 et 2005 (E/2003/L.7 et Corr.1).

18. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le calendrier provisoire des conférences et réunions tel qu'il avait été révisé. Voir décision 2003/272 du Conseil.

#### **4. Coopération internationale dans le domaine de l'informatique**

##### **Nécessité d'harmoniser et d'améliorer les systèmes informatiques de l'Organisation des Nations Unies en vue de leur utilisation et de leur accessibilité optimales par tous les États**

19. À la 39e séance, le 17 juillet, l'observateur du Maroc a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Nécessité d'harmoniser et d'améliorer les systèmes informatiques de l'Organisation des Nations Unies en vue de leur utilisation et de leur accessibilité optimales par tous les États » (E/2003/L.11).

20. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution révisé, présenté par l'observateur du Maroc au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine (E/2003/L.11/Rev.1). À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé. Voir résolution 2003/48 du Conseil.

#### **5. Programme d'assistance à long terme à Haïti**

21. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution intitulé « Programme d'assistance à long terme à Haïti », que la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), avait présenté à l'issue de consultations officieuses (E/2003/L.35).

22. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 2003/46 du Conseil.

#### **6. Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies**

23. À la 42e séance, le 21 juillet, le représentant de l'Australie a présenté un projet de résolution intitulé « Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies » (E/2003/L.24).

24. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution révisé présenté par l'Australie (E/2003/L.24/Rev.1).

25. À la même séance, les pays ci-après : Andorre, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse se sont joints aux auteurs du projet de résolution révisé.

26. À la même séance également, le représentant de l'Australie a révisé oralement le paragraphe 12 du projet en insérant le mot « tous » avant les mots « les budgets comportant des analyses sexospécifiques ».

27. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé tel qu'il avait été révisé oralement. Voir résolution 2003/49 du Conseil.

28. Avant l'adoption du projet de résolution, le représentant de l'Argentine a fait une déclaration.

## **7. Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA)**

29. À la 43e séance, le 21 juillet, le représentant du Sénégal a présenté, au nom des pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bénin, Botswana, Canada, Cap-Vert, Chypre, Congo, Espagne, Estonie, États-Unis, Éthiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Honduras, Hongrie, Inde, Italie, Jamaïque, Kenya, Lettonie, Lituanie, Madagascar, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Monaco, Namibie, Nigéria, Ouganda, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Ukraine, Zambie et Zimbabwe, un projet de résolution intitulé « Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA) (E/2003/L.25/Rev.1). Ultérieurement, le Cameroun, Cuba, l'Irlande, le Népal, le Nicaragua, la Roumanie et le Rwanda se sont joints aux auteurs du projet de résolution. Voir résolution 2003/18 du Conseil.

30. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution.

31. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant du Sénégal a fait une déclaration. Voir résolution 2003/18 du Conseil.

## **8. Groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit**

32. À la 40e séance, le 18 juillet, l'observateur du Maroc a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit » (E/2003/L.22).

33. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 2003/50 du Conseil.

### **Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau**

34. À sa 40e séance, le 18 juillet, l'observateur du Maroc a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau » (E/2003/L.23).

35. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution E/2003/L.23. Voir résolution 2003/53 du Conseil.

36. Après l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les représentants des États-Unis d'Amérique et de l'Italie [au nom de l'Union

européenne, des pays adhérents (Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie), des pays associés à l'Union européenne (Bulgarie, Roumanie et Turquie) et de la Norvège en sa qualité de pays membre de l'Association européenne de libre-échange] et par l'observateur du Maroc (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine).

#### **Groupe consultatif spécial pour le Burundi**

37. À la 40e séance, le 18 juillet, le Président du Conseil économique et social, Gert Rosenthal (Guatemala), a présenté un projet de résolution intitulé « Groupe consultatif spécial pour le Burundi » (E/2003/L.34) dont il a révisé oralement le sixième alinéa du préambule en insérant les mots « le Gouvernement du Burundi en collaboration avec » entre les mots « organisée par » et « le Programme des Nations Unies pour le développement ».

38. À sa 43e séance, le 21 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution révisé présenté par le Président du Conseil économique et social (E/2003/L.34/Rev.1).

39. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé. Voir résolution 2003/16 du Conseil.

### **9. Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications**

40. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution intitulé « Technologies de l'information et des communications pour le développement » (E/2003/L.46), que la Vice-Présidente du Conseil économique et social, Marjatta Rasi (Finlande), avait présenté à l'issue de consultations officieuses.

41. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 2003/54 du Conseil.

### **C. Application des résolutions 50/227 et 50/12 B de l'Assemblée générale**

42. Le Conseil a tenu un débat sur l'application des résolutions 50/227 et 50/12 B de l'Assemblée générale (point 8 de l'ordre du jour) à ses 38e et 49e séances, les 17 et 25 juillet 2003 (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.38 et 49). Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application des conclusions concertées 2002/1 du Conseil et des dispositions pertinentes de la résolution 50/227 de l'Assemblée générale (E/2003/74).

#### **Mesures prises par le Conseil**

43. Au titre de ce point, le Conseil a adopté la décision 2003/308.



### **Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale**

44. À sa 49<sup>e</sup> séance, le 25 juillet, le Conseil a décidé de reporter l'examen de ce point à la reprise de sa session. Voir décision 2003/308 du Conseil.

### **D. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies**

45. Le Conseil a tenu un débat sur l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU (point 9 de l'ordre du jour) à ses 41<sup>e</sup> et 47<sup>e</sup> séances, les 18 et 24 juillet 2003 (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.41 et 47). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (A/58/88-E/2003/84);

b) Rapport du Président du Conseil économique et social sur les consultations tenues avec le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration (E/2003/47);

c) Rapport du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU (A/58/66).

### **Mesures prises par le Conseil**

46. Au titre du point 9 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 2003/51 et la décision 2003/273.

### **Application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU**

47. À la 41<sup>e</sup> séance, le 18 juillet, le représentant de Cuba a présenté, au nom des pays ci-après : Afrique du Sud, Algérie<sup>2</sup>, Antigua et Barbuda<sup>2</sup>, Bolivie<sup>2</sup>, Burundi, Côte d'Ivoire<sup>2</sup>, Chili, Chine, Cuba, Fidji<sup>2</sup>, Ghana, Grenade<sup>2</sup>, Indonésie<sup>2</sup>, Jamaïque, Jamahiriya arabe libyenne, Malaisie, Namibie<sup>2</sup>, Nigéria, Sainte-Lucie<sup>2</sup>, Sierra Leone<sup>2</sup>, Soudan<sup>2</sup>, République-Unie de Tanzanie<sup>2</sup>, Zambie<sup>2</sup> et Zimbabwe, un projet de résolution intitulé « Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies » (E/2003/L.33).

48. À sa 47<sup>e</sup> séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution par 32 voix contre zéro, avec 20 abstentions, à l'issue d'un vote enregistré. Voir résolution 2003/51 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit<sup>3</sup> :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Équateur, Égypte, El Salvador, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Inde, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Kenya, Jamahiriya

arabe libyenne, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Sénégal, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

Néant.

*Se sont abstenus :*

Allemagne, Andorre, Australie, Azerbaïdjan, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

49. Après l'adoption de la résolution, les représentants des États-Unis, de l'Australie, de l'Italie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne et de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Turquie), du Japon et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations. Voir E/2003/SR.47.

#### **Documents examinés par le Conseil au titre du point 9**

50. À la 47e séance, le 24 juillet, sur la proposition de la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (A/58/88-E/2003/84). Voir décision 2003/273 du Conseil.

### **E. Coopération régionale**

51. À ses 40e, 41e, et 47e séances, les 18 et 24 juillet 2003, le Conseil a tenu un débat général sur la coopération régionale (point 10 de l'ordre du jour) autour du thème « Incidences des négociations commerciales sur le développement : une perspective régionale » (pour le débat, voir E/2003/SR.40, 41 et 47). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale dans les domaines économique et social et domaines connexes (E/2003/15);

b) Additif au rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale : questions appelant une décision de la part du Conseil économique et social ou portées à son attention (E/2003/15/Add. 1);

c) Résumé de l'Étude sur la situation économique de l'Europe en 2002 (E/2003/16);

d) Récapitulation de la situation économique et sociale en Afrique en 2002 (E/2003/17);

e) Résumé de l'Economic and Social Survey of Asia and the Pacific, 2003 (E/2003/18);

f) Résumé de l'étude économique sur l'Amérique latine et les Caraïbes, 2002 (E/2003/19);

g) Aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 2002-2003 (E/2003/20);

h) Note du Secrétaire général transmettant le rapport des secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Europe sur la liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar (E/2003/45).

## **Mesures prises par le Conseil**

52. Au titre du point 10 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 2003/7, 2003/8, 2003/9 et 2003/52 ainsi que les décisions 2003/228 et 2003/274.

### **Recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale**

#### **Admission de la République démocratique du Timor oriental en qualité de membre de plein exercice de la Commission : modification du mandat de la Commission**

53. À sa 41e séance, le 18 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution, recommandé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, intitulé « Admission de la République démocratique du Timor oriental en qualité de membre de plein exercice de la Commission : modification du mandat de la commission » (E/2003/15/Add. 1). Voir résolution 2003/7 du Conseil.

#### **Lieu où se tiendra la soixantième session de la Commission**

54. À sa 41e séance, le 18 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision recommandé par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, intitulé « Lieu où se tiendra la soixantième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique » (E/2003/15/Add.1). Voir décision 2003/228 du Conseil.

#### **Création éventuelle au sein de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale d'un centre des Nations Unies pour la langue arabe**

55. À sa 41e séance, le 18 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution recommandé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, intitulé « Création éventuelle au sein de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale d'un centre des Nations Unies pour la langue arabe » (E/2003/15/Add.1). Voir résolution 2003/8 du Conseil.

#### **Création au sein de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale d'un comité pour la promotion de la femme**

56. À sa 41e séance, le 18 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution, recommandé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, intitulé « Création au sein de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale d'un comité pour la promotion de la femme » (E/2003/15/Add.1). Voir résolution 2003/9 du Conseil.

**Liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar**

57. À la 41e séance, le 18 juillet, le représentant du Maroc, également au nom de l'Espagne et de la France, a présenté un projet de résolution intitulé « Liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar » (E/2003/L.16).

58. À la 44e séance, le 22 juillet, le Secrétaire du Conseil a donné lecture d'une déclaration concernant les incidences du projet de résolution sur le budget-programme.

59. À la même séance, à la suite d'une déclaration du représentant des États-Unis, le Conseil a décidé de se prononcer sur le projet de résolution à une date ultérieure.

60. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 2003/52 du Conseil.

**Documents examinés par le Conseil en ce qui concerne la coopération régionale**

61. À sa 47e séance, le 24 juillet, sur proposition de la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), le Conseil a pris note des documents présentés en ce qui concerne la coopération régionale (point 10 de l'ordre du jour). Voir décision 2003/274 du Conseil.

**F. Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé**

62. À ses 41e et 48e séances, les 18 et 24 juillet 2003, le Conseil a tenu un débat sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé (point 11 de l'ordre du jour) (pour le débat, voir E/2003/SR.41 et 48). Il était saisi de la note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/58/75-E/2003/21).

63. À la 41e séance, le 18 juillet, le Secrétaire exécutif de la CESAO a fait une déclaration liminaire (voir E/2003/SR.41).

**Mesures prises par le Conseil**

64. Au titre du point 11 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 2003/59 et la décision 2003/292.

**Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé**

65. À sa 41<sup>e</sup> séance, le 18 juillet, le représentant de l'Égypte, au nom de l'Algérie<sup>2</sup>, de l'Arabie saoudite, de Bahreïn<sup>2</sup>, du Bangladesh<sup>2</sup>, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis<sup>2</sup>, du Koweït<sup>2</sup>, du Liban<sup>2</sup>, du Maroc<sup>2</sup>, de l'Oman<sup>2</sup>, du Pakistan, du Qatar, de la République arabe syrienne<sup>2</sup>, du Soudan et de la Palestine, a présenté un projet de résolution intitulé « Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé » (E/2003/L.26). Par la suite, la Jordanie, la Malaisie, la Namibie et le Yémen se sont joints aux auteurs du projet de résolution, qui se lit comme suit :

*« Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la résolution 57/269 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 2002,

*Rappelant aussi* sa résolution 2002/31 du 25 juillet 2002,

*Guidé* par les principes de la Charte des Nations Unies affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force et rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967, 465 (1980) du 1<sup>er</sup> mars 1980 et 497 (1981) du 17 décembre 1981,

*Réaffirmant* que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

*Soulignant* l'importance de la réactivation du processus de paix au Moyen-Orient sur la base des résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967), 338 (1973) du 22 octobre 1973 et 425 (1978) du 19 mars 1978 et du principe de terres pour la paix ainsi que du respect des accords conclus entre le Gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine, représentante du peuple palestinien,

*Réaffirmant* le principe de la souveraineté permanente des peuples sous occupation étrangère sur leurs ressources naturelles,

*Convaincu* que l'occupation israélienne entrave l'action menée pour assurer un développement durable et un environnement économique viable dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et le Golan syrien occupé,

*Profondément préoccupé* par la dégradation de la situation économique et des conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé, et par l'exploitation par Israël, puissance occupante, de leurs ressources naturelles,

*Exprimant* sa profonde inquiétude devant la poursuite des récents événements tragiques et violents survenus depuis septembre 2000 qui ont provoqué de nombreuses morts et de nombreuses blessures et devant la dégradation persistante de la situation,

*Tenant compte* de l'important travail qu'effectuent l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pour soutenir le développement économique et social du peuple palestinien,

*Conscient* qu'il faut d'urgence reconstruire et développer les infrastructures économiques et sociales du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et prendre des mesures face à la crise humanitaire qui frappe le peuple palestinien,

1. *Souligne* la nécessité de préserver l'intégrité territoriale de tout le territoire palestinien occupé et de garantir la libre circulation des personnes et des biens à l'intérieur du territoire, notamment en levant les restrictions en vigueur à l'entrée et à la sortie de Jérusalem-Est, ainsi que la libre circulation vers et depuis le monde extérieur;

2. *Souligne également* l'importance vitale de la construction et de la mise en service du port maritime de Gaza ainsi que de la circulation dans des conditions de sécurité pour le développement économique et social du peuple palestinien;

3. *Demande* à Israël, puissance occupante, de mettre un terme à l'occupation des villes et autres agglomérations palestiniennes, de mettre fin aux bouclages sous toutes leurs formes et de cesser de détruire les habitations, les installations économiques et les terres cultivées;

4. *Réaffirme* les droits inaliénables du peuple palestinien et de la population arabe du Golan syrien occupé sur toutes leurs ressources naturelles et économiques, et demande à Israël, puissance occupante, de ne pas exploiter, détruire, épuiser ni mettre en péril ces ressources;

5. *Réaffirme également* que les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et le Golan syrien occupé, sont illégales et constituent un obstacle au développement économique et social;

6. *Souligne* l'importance des travaux effectués par les organismes et institutions des Nations Unies et le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne;

7. *Invite instamment* les États Membres à encourager les investissements étrangers privés dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, en matière d'infrastructures, de projets créateurs d'emplois et de développement social, dans le but d'atténuer les privations dont souffre le peuple palestinien et d'améliorer ses conditions de vie;

8. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur l'application de la présente résolution et de continuer à

inclure, dans le rapport du Coordonnateur spécial des Nations Unies, une mise à jour sur les conditions de vie du peuple palestinien, en collaboration avec les organismes des Nations Unies compétents;

9. *Décide* d'inscrire la question intitulée "Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé" à l'ordre du jour de sa session de fond de 2004 ».

66. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi d'un document non officiel dans lequel figurait le texte du projet de résolution arrêté lors de consultations officieuses.

67. À la même séance, l'observateur du Liban a retiré le nom de son pays de la liste des auteurs du projet de résolution.

68. À la même séance, à la suite d'une déclaration du représentant des États-Unis, le représentant de l'Égypte a présenté une motion tendant à ce que le Conseil se prononce immédiatement sur le projet de résolution.

69. À sa 48e séance également, les représentants du Pakistan et de Cuba ont fait des déclarations appuyant la motion.

70. À la même séance, les représentants des États-Unis et de l'Australie ont fait des déclarations contre la motion.

71. À sa 48e séance également, le Conseil a procédé à un vote enregistré sur la motion tendant à ce que le Conseil se prononce immédiatement sur le projet de résolution, laquelle motion a été adoptée par 36 voix contre 3, avec 14 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Burundi, Chine, Congo, Cuba, Égypte, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Portugal, Qatar, Roumanie, Sénégal, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

Australie, États-Unis d'Amérique, Géorgie.

*Se sont abstenus :*

Allemagne, Andorre, Brésil, Chili, Guatemala, Jamaïque, Japon, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

72. À sa 48e séance, le Conseil a adopté le texte convenu, à l'issue d'un vote enregistré, par 48 voix contre 2, avec 3 abstentions. Voir résolution 2003/59 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Grèce,

Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Ukraine, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique, Géorgie.

*Se sont abstenus :*

Australie, Guatemala, Nicaragua.

73. Avant l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les représentants des États-Unis et de l'Australie. Après l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les représentants du Japon, du Pérou, de la Fédération de Russie et de la Chine. Une déclaration a été faite par l'observateur d'Israël. L'observateur de la Palestine a également fait une déclaration.

#### **Document examiné par le Conseil au titre du point 11 de l'ordre du jour**

74. À sa 48e séance, le 25 juillet, sur proposition de la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général sur les répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé (A/58/75-E/2003/21). Voir décision 2003/292 du Conseil.

### **G. Organisations non gouvernementales**

75. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a tenu un débat sur les organisations non gouvernementales (point 12 de l'ordre du jour) (pour le débat, voir E/2003/SR.44). Il était saisi du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur la première partie de sa session de 2003 (E/2003/32) (Part I). La deuxième partie du rapport n'était disponible qu'en anglais.

#### **Mesures prises par le Conseil**

76. Au titre du point 12 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les décisions 2003/275, 2003/276, 2003/277, 2003/278 et 2003/279.

#### **Recommandations figurant dans le rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales**

##### **Demandes d'octroi du statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales**

77. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision I, recommandé par le Comité<sup>4</sup>, intitulé « Demandes d'octroi du statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales ». Voir décision 2003/275 du Conseil.



### **Suspension du statut consultatif**

78. À sa 46e séance, le 23 juillet, le représentant de la France, au nom des pays suivants : Allemagne, Andorre, Autriche<sup>2</sup>, Belgique<sup>2</sup>, Danemark<sup>2</sup>, États-Unis d'Amérique, Finlande<sup>2</sup>, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne<sup>2</sup>, Portugal<sup>2</sup>, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord<sup>2</sup>, Suède et Suisse<sup>2</sup>, a présenté un projet de décision intitulé « Suspension du statut consultatif » (E/2003/L.38).

79. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi du projet de décision II, recommandé par le Comité<sup>4</sup>, intitulé « Suspension du statut consultatif ».

80. À la même séance, le représentant de la France a présenté une motion tendant à ce que le Conseil se prononce sur le projet de décision E/2003/L.38, avant de se prononcer sur le projet de décision II.

### **Procédure de vote sur la motion tendant à ce que le Conseil se prononce sur le projet de décision E/2003/L.38 avant de se prononcer sur le projet de décision II**

81. À la même séance, le Conseil a procédé à un vote par appel nominal sur la motion de priorité, qui a été rejetée par 26 voix contre 24, avec 4 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

#### *Ont voté pour :*

Allemagne, Andorre, Australie, Chili, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

#### *Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chine, Congo, Cuba, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Qatar, Zimbabwe.

#### *Se sont abstenus :*

Argentine, Équateur, Inde, Sénégal.

82. Avant le vote sur la motion de priorité, des déclarations ont été faites par les représentants du Bénin, de la Chine, de Cuba, de la France et du Ghana.

### **Procédure de vote sur le projet de décision II**

83. À la 47e séance, le 24 juillet, le Conseil a procédé à un vote par appel nominal, à l'issue duquel il a adopté le projet de décision II par 27 voix contre 23, avec 4 abstentions. Voir décision 2003/276 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

#### *Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chine, Congo, Cuba, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Inde, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Qatar, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

Allemagne, Andorre, Australie, Chili, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Italie, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

*Se sont abstenus :*

Argentine, Équateur, Japon, Sénégal.

84. Avant le vote, une déclaration a été faite par le représentant de la France, et les représentants de l'Afrique du Sud, de la Chine, du Sénégal, de l'Italie (au nom de l'Union européenne) et de Cuba sont intervenus pour expliquer leur vote. Après le vote, les représentants de la Jamahiriya arabe libyenne, du Bénin, du Brésil et du Burundi ont pris la parole pour expliquer leur vote.

85. À la même séance également, compte tenu de l'adoption du projet de décision II, le Conseil a décidé de ne pas se prononcer sur le projet de décision E/2003/L.38.

**Mise en service du système électronique de réunions (« Comité sans papier »)**

86. À sa 47<sup>e</sup> séance, le 24 juillet, le Comité était saisi du projet de décision III, recommandé par le Comité<sup>4</sup>, intitulé « Mise en service du système électronique de réunions ("Comité sans papier") ».

87. À la même séance, à la demande du représentant du Japon, le Conseil a décidé de se prononcer sur le projet de décision III à une date ultérieure. Voir décision 2003/277 du Conseil.

**Reprise de la session de 2003 du Comité chargé des organisations non gouvernementales**

88. À sa 47<sup>e</sup> séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision IV, recommandé par le Comité, intitulé « Reprise de la session de 2003 du Comité chargé des organisations non gouvernementales ». Voir décision 2003/278 du Conseil.

**Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales**

89. À sa 47<sup>e</sup> séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision V, recommandé par le Comité<sup>4</sup>, intitulé « Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2003 ». Voir décision 2003/279 du Conseil.

## **H. Questions relatives à l'économie et à l'environnement**

90. Lors de sa session de fond (au titre du point 13 de l'ordre du jour), à ses 29<sup>e</sup>, 39<sup>e</sup>, 42<sup>e</sup>, 43<sup>e</sup> et 46<sup>e</sup> à 49<sup>e</sup> séances, les 10, 17, 21 et 23 à 25 juillet 2003, le Conseil a tenu un débat sur les questions relatives à l'économie et à l'environnement (pour le débat, voir E/2003/SR.29, 39, 42, 43 et 46 à 49). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport de synthèse sur les travaux des commissions techniques du Conseil économique et social en 2003 (E/2003/90 et Add.1);

b) Lettre datée du 28 mai 2003, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte issu de la dix-septième Conférence interaméricaine (A/57/821-E/2003/86);

c) Propositions des organes subsidiaires du Conseil économique et social appelant une décision de la part du Conseil ou portées à son attention (E/2003/MISC.1).

## **Mesures prises par le Conseil**

### **Documents examinés par le Conseil au titre du point 13 de l'ordre du jour**

91. À ses 29e et 46e à 49e séances, les 10 et 23 au 25 juillet, le Conseil a pris note d'un certain nombre de documents présentés au titre du point 13 de l'ordre du jour. Voir décision 2003/309 du Conseil.

## **1. Développement durable**

92. À ses 43e et 46e à 49e séances, les 21 et 23 qu 25 juillet, le Conseil a tenu un débat sur le développement durable (point 13 a) de l'ordre du jour). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa onzième session (E/2003/29)<sup>5</sup>;

b) Rapport du Comité des politiques du développement sur les travaux de sa cinquième session (y compris ses recommandations finales concernant le thème retenu pour le débat de haut niveau de 2003 du Conseil) (E/2003/33)<sup>6</sup>;

c) Note verbale datée du 1er juillet 2003, adressée au Président du Conseil économique et social par la Mission permanente des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies et lui communiquant une lettre du Président des Maldives (E/2003/97);

d) Lettre datée du 2 juillet 2003, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/2003/98);

e) Lettre datée du 16 juillet 2003, adressée au Président du Conseil économique et social par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Cap-Vert auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/2003/103).

## **Mesures prises par le Conseil**

93. Au titre du point 13 a) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 2003/55 et 2003/61 ainsi que les décisions 2003/280, 2003/281, 2003/282, 2003/283, 2003/289, 2003/296 et 2003/309.

**Recommandations figurant dans le rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa onzième session**

**Préparatifs d'une réunion internationale chargée d'examiner l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement**

94. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de résolution II, recommandé par la Commission<sup>7</sup>, intitulé « Préparatifs d'une réunion internationale chargée d'examiner l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement ». Voir résolution 2003/55 du Conseil.

**Programme futur, organisation et méthodes de travail de la Commission du développement durable**

95. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a examiné le projet de résolution I, recommandé par la Commission<sup>7</sup>, intitulé « Programme futur, organisation et méthodes de travail de la Commission du développement durable ».

96. À la suite d'une déclaration du représentant du Maroc, le Conseil a décidé de reporter l'examen du projet de résolution.

97. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a été informé qu'une déclaration concernant les incidences du projet de résolution sur le budget-programme figurait dans le document E/2003/L.32.

98. À la 49e séance également, le Secrétaire a donné lecture d'une version, révisée oralement, du paragraphe 4 en remplaçant le mot « Décide » par les mots « Recommande à l'Assemblée générale ».

99. À sa 49e séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution, tel qu'oralement révisé. Voir résolution 2003/61 du Conseil.

**Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa onzième session et ordre du jour provisoire de la douzième session de la Commission**

100. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision, recommandé par la Commission<sup>7</sup>, intitulé « Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa onzième session et ordre du jour provisoire de la douzième session de la Commission ». Voir décision 2003/289 du Conseil.

**Statut des organisations non gouvernementales et des autres grands groupes accrédités au Sommet mondial pour le développement durable**

101. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de texte présenté par la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), comme convenu lors de consultations officielles consacrées au projet de décision 11/1, adopté par la Commission<sup>8</sup>, intitulé « Statut des organisations non gouvernementales et des autres grands groupes accrédités au Sommet mondial pour le développement durable ».

102. À la même séance, le représentant du Maroc a oralement corrigé le texte.

103. Avant l'adoption du projet de texte, une déclaration a été faite par le représentant de la Suisse.

104. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de texte, tel qu'oralement corrigé. Voir décision 2003/295 du Conseil.

#### **Bureau de la Commission du développement durable**

105. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de texte présenté par la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), comme convenu lors de consultations officielles consacrées au projet de décision 11/2, adopté par la Commission<sup>8</sup>, intitulé « Bureau de la Commission du développement durable ».

106. À la même séance, le représentant du Maroc a oralement corrigé le texte.

107. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de texte, tel qu'oralement corrigé. Voir décision 2003/296 du Conseil.

#### **Appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique**

108. À sa 45e séance, le 23 juillet, le représentant du Maroc, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, a présenté un projet de décision intitulé « Appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique » (E/2003/L.40), qui se lit comme suit :

« Le Conseil économique et social, rappelant la résolution 57/7 de l'Assemblée générale en date du 4 novembre 2002, intitulée 'Examen et évaluation finals du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique', décide d'examiner, à la reprise de sa session en 2003, la mise en oeuvre de la résolution 57/7 de l'Assemblée générale sur l'appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. »

109. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi du projet de décision révisé intitulé « Appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique » (E/2003/L.40/Rev.1), présenté par l'auteur du projet de résolution E/2003/L.40.

110. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision révisé. Voir décision 2003/282 du Conseil.

#### **Préparatifs d'une réunion internationale chargée d'examiner l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement**

111. À sa 45e séance, le 23 juillet, le représentant du Maroc, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, a présenté un projet de décision intitulé « Préparatifs d'une réunion internationale chargée d'examiner l'application du Programme d'action pour le développement des petits États insulaires en développement » (E/2003/L.41).

112. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 2003/283 du Conseil.

**Rapport du Comité des politiques du développement sur les travaux de sa cinquième session : Timor-Leste**

113. À sa 43e séance, le 21 juillet, le représentant du Brésil, au nom du Portugal, de l'Australie, de l'Italie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne) et du Maroc (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine), a présenté un projet de décision intitulé « Rapport du Comité des politiques du développement sur les travaux de sa cinquième session » (E/2003/L.29).

114. À la 47e séance, le 24 juillet, le représentant du Brésil a oralement modifié le projet de décision en supprimant, à la fin du paragraphe, les mots « , sous réserve de l'assentiment du Gouvernement du Timor oriental ».

115. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 2003/280 du Conseil.

**Rapport du Comité des politiques du développement sur les travaux de sa cinquième session : Cap-Vert et Maldives**

116. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de décision intitulé « Rapport du Comité des politiques du développement sur les travaux de sa cinquième session », présenté par le Président du Conseil, Gert Rosenthal (Guatemala) (E/2003/L.43).

117. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 2003/281 du Conseil.

## **2. Science et technique au service du développement**

118. À ses 39e, 43e, 44e et 48e séances, les 17, 21, 22 et 24 juillet 2003, le Conseil a tenu un débat sur la science et la technique au service du développement (point 13 b) de l'ordre du jour) (pour le débat, voir E/2003/SR.39, 43, 44 et 48). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur sa sixième session (E/2003/31)<sup>9</sup>;

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications sur les préparatifs du Sommet mondial sur la société de l'information (A/58/74-E/2003/58).

### **Mesures prises par le Conseil**

119. Au titre du point 13 b) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 2003/19 et 2003/56 ainsi que les décisions 2003/290, 2003/291 et 2003/293.

### **Sommet mondial sur la société de l'information**

120. À la 43e séance, le 21 juillet, le représentant du Japon, au nom de la Tunisie<sup>2</sup> et de la Suisse<sup>2</sup>, a présenté un projet de résolution intitulé « Sommet mondial sur la société de l'information » (E/2003/L.30).

121. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution révisé présenté par le Japon au nom des pays suivants : Afrique du Sud, Andorre, Canada<sup>2</sup>, Chili, Chine, Italie<sup>10</sup>, Japon, Maroc<sup>2</sup>, Népal, Nicaragua, Pakistan, Suisse<sup>2</sup> et Tunisie<sup>2</sup> (E/2003/L.30/Rev.1). Par la suite, l'Inde, le Mexique et la Roumanie se sont joints aux auteurs du projet de résolution révisé.

122. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 2003/19 du Conseil.

123. Après l'adoption du projet de résolution, une déclaration a été faite par le représentant du Japon.

### **Recommandations figurant dans le rapport de la Commission sur la science et la technique au service du développement**

#### **Science et technique au service du développement**

124. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi du projet de résolution, recommandé par la Commission<sup>11</sup>, intitulé « Science et technique au service du développement » et des amendements au projet de résolution présentés par la Vice-Présidente, Marjatta Rasi (Finlande), à l'issue de consultations officielles (E/2003/L.42).

125. À la même séance, le Secrétaire du Conseil a donné lecture d'une déclaration sur les incidences du projet de résolution sur le budget-programme et a corrigé oralement les amendements à l'alinéa d) du paragraphe 3 figurant dans le document E/2003/L.42 en supprimant le mot « tout » au début de l'amendement.

126. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution tel qu'amendé et oralement corrigé. Voir résolution 2003/56 du Conseil.

### **Contribution de la Commission de la science et de la technique au service du développement au débat de haut niveau du Conseil économique et social consacré au développement rural**

127. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision I, recommandé par la Commission<sup>11</sup>, intitulé « Contribution de la Commission de la science et de la technique au service du développement au débat de haut niveau du Conseil économique et social consacré au développement rural ». Voir décision 2003/290 du Conseil.

### **Durée des sessions futures de la Commission de la science et de la technique au service du développement**

128. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision II, recommandé par la Commission<sup>11</sup>, intitulé « Durée des sessions futures de la Commission de la science et de la technique au service du développement ». Voir décision 2003/291 du Conseil.

### **Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa sixième session et ordre du jour provisoire et documentation de la septième session de la Commission**

129. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision III, recommandé par la Commission<sup>11</sup>, intitulé « Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa sixième session et ordre du jour provisoire et documentation de la septième session de la Commission ». Voir décision 2003/292 du Conseil.

### **3. Statistiques**

130. À ses 43e et 47e séances, les 21 et 24 juillet, le Conseil a tenu un débat sur les statistiques (point 13 c) de l'ordre du jour) (pour le débat, voir E/2003/SR.43 et 47). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport de la Commission des statistiques sur sa trente-quatrième session (E/2003/24)<sup>12</sup>;

b) Rapport complet de la Commission des statistiques sur les travaux visés à la section E du chapitre VI de son rapport relatif à sa trente-troisième session et sur les indicateurs de base pour l'application et le suivi intégrés et coordonnés à tous les niveaux des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, y compris le rapport sur les indicateurs portant sur les moyens d'application (E/2003/83).

#### **Mesures prises par le Conseil**

131. Au titre du point 13 c) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la décision 2003/284.

#### **Examen du rapport de la Commission des statistiques sur sa trente-quatrième session**

132. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil a décidé de reporter l'examen de ce point de l'ordre du jour à la reprise de sa session de 2003. Voir décision 2003/284 du Conseil.

### **4. Établissements humains**

133. À ses 43e et 49e séances, les 21 et 25 juillet, le Conseil a tenu un débat sur les établissements humains (point 13 d) de l'ordre du jour) (pour le débat, voir E/2003/SR.43 à 49). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) sur sa dix-neuvième session (A/58/8)<sup>13</sup>;

b) Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre coordonnée du Programme pour l'habitat (E/2003/76).

#### **Mesures prises par le Conseil**

134. Au titre du point 13 d) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 2003/62 et la décision 2003/309.



### Mise en oeuvre coordonnée du Programme pour l'Habitat

135. À sa 43e séance, le 21 juillet, le représentant du Maroc, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, a présenté un projet de résolution intitulé « Mise en oeuvre coordonnée du Programme pour l'habitat » (E/2003/L.12), qui se lit comme suit :

*« Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* sa résolution 2002/38 du 26 juillet 2002 et les résolutions 3327 (XXIX) du 16 décembre 1974, 32/162 du 19 décembre 1977 et 56/206 du 26 décembre 2001 adoptées par l'Assemblée générale,

*Rappelant également* la Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains, le Programme pour l'habitat et la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire,

*Rappelant en outre* l'objectif énoncé dans la Déclaration du Millénaire, consistant à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis d'ici à l'an 2020, et les décisions pertinentes contenues dans la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable et le Plan d'application de Johannesburg adoptés lors du Sommet mondial pour le développement durable, concernant l'accès à l'eau potable, l'assainissement et un logement convenable,

*Réaffirmant* qu'il importe de disposer des moyens d'application nécessaires pour atteindre l'objectif de la Déclaration du Millénaire relatif à un logement convenable et rappelant à cet égard les engagements pris lors de la Conférence internationale sur le financement du développement en faveur de la mobilisation des ressources financières requises,

*Saluant* les progrès accomplis dans la revitalisation du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains,

*S'inquiétant* du faible montant des contributions sans affectation particulière qui sont versées à ONU-Habitat et à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains,

*Sachant* qu'il est urgent que des contributions financières d'un montant accru et prévisible soient versées à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains pour permettre la mise en oeuvre sans délai et avec efficacité du Programme pour l'habitat et de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire et la réalisation de l'objectif de développement pertinent énoncé dans la Déclaration du Millénaire, en particulier dans les pays en développement,

*Prenant note* des efforts que déploie ONU-Habitat pour mettre en oeuvre le Programme pour l'habitat et la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire,

*Prenant note également* du rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre coordonnée du Programme pour l'habitat,

1. *Souligne* les engagements pris par les gouvernements pour mettre en oeuvre le Programme pour l'habitat et la Déclaration sur les villes et autres

établissements humains en ce nouveau millénaire et réaliser l'objectif de développement énoncé dans la Déclaration du Millénaire consistant à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis d'ici à l'an 2020;

2. *Encourage* les gouvernements qui sont en mesure de le faire et leurs partenaires du Programme pour l'habitat à accroître leurs contributions financières à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains afin qu'ONU-Habitat puisse planifier convenablement ses activités, de préférence sur la base d'annonces de contributions pluriannuelles sans affectation particulière;

3. *Se félicite* de la décision 19/18 du 9 mai 2003 par laquelle le Conseil d'administration d'ONU-Habitat a approuvé la création du Programme spécial d'établissements humains en faveur du peuple palestinien et du Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique doté d'un budget de 5 millions de dollars pour une période initiale de deux ans, et exhorte la communauté internationale des donateurs et l'ensemble des institutions financières à aider ONU-Habitat à mobiliser sans tarder des ressources financières pour la création et le lancement des activités du Programme et du Fonds;

4. *Invite* les gouvernements à favoriser le renforcement des partenariats aux niveaux national et local, le cas échéant, avec les organismes de la société civile, les autorités locales, les associations de femmes, le secteur des affaires et d'autres partenaires du Programme pour l'habitat en vue de contribuer à la mise en oeuvre de ce programme et à la réalisation des objectifs pertinents énoncés dans la Déclaration du Millénaire;

5. *Encourage* les gouvernements à appuyer et à promouvoir la participation des jeunes à la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat, par le biais d'activités sociales, culturelles et économiques au niveau urbain et d'autres activités nationales et locales;

6. *Encourage également* ONU-Habitat à poursuivre la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat et de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire, notamment en favorisant des partenariats avec les autorités locales, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres partenaires du Programme pour l'habitat;

7. *Invite* le Directeur exécutif d'ONU-Habitat à renforcer le Système de répartition des responsabilités pour le Programme pour l'habitat pour mieux suivre et assurer mutuellement la mise en oeuvre du Programme pour l'habitat;

8. *Note* que la coopération entre ONU-Habitat et d'autres membres du Groupe des Nations Unies pour le développement continue de se resserrer, notamment grâce à d'autres mécanismes de coordination, et engage les gouvernements à intégrer des questions liées au logement et aux établissements humains viables ainsi qu'à la pauvreté urbaine à leurs stratégies nationales de développement, notamment par le biais du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement;

9. *Prie le Secrétaire général de lui soumettre, à sa session de fond de 2004, un rapport sur l'application de la présente résolution. »*

136. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil était saisi du texte du projet de résolution intitulé « Mise en oeuvre coordonnée du Programme pour l'habitat », tel qu'arrêté lors de consultations officielles, présenté par les auteurs du projet de résolution E/2003/L.12.

137. Avant l'adoption du projet de texte, des déclarations ont été faites par les représentants de l'Argentine et de l'Italie.

138. À sa 49e séance, le Conseil a adopté le texte convenu du projet de résolution. Voir résolution 2003/62 du Conseil.

#### **Document examiné en ce qui concerne le point 13 d) de l'ordre du jour**

139. À sa 29e séance, le 10 juillet, le Conseil a pris note du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (A/58/8)<sup>13</sup>. Voir décision 2003/309 du Conseil.

### **5. Environnement**

140. À sa 29e séance, le 10 juillet, le Conseil a tenu un débat sur l'environnement (point 13 e) de l'ordre du jour) (pour le débat, voir E/2003/SR.29). Il était saisi du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur sa vingt-deuxième session (A/58/25)<sup>14</sup>.

#### **Mesures prises par le Conseil**

141. Au titre du point 13 e) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la décision 2003/309.

#### **Document examiné en ce qui concerne le point 13 e) de l'ordre du jour**

142. À sa 29e séance, le 10 juillet, le Conseil a pris note du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (A/58/25)<sup>14</sup>. Voir décision 2003/309 du Conseil.

### **6. Population et développement**

143. À sa 42e séance, le 21 juillet, le Conseil a tenu un débat sur la population et le développement (point 13 f) de l'ordre du jour) (pour le débat, voir E/2003/SR.42). Il était saisi du rapport de la Commission de la population et du développement sur sa trente-sixième session (E/2003/25)<sup>15</sup>.

#### **Mesures prises par le Conseil**

144. Au titre du point 13 f) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la décision 2003/229.

**Recommandation figurant dans le rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trente-sixième session**

**Rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-sixième session et ordre du jour provisoire de la trente-septième session de la Commission**

145. À sa 42e séance, le 21 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision, recommandé par la Commission<sup>16</sup>, intitulé « Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trente-sixième session et ordre du jour provisoire de la trente-septième session de la Commission ». Voir décision 2003/229 du Conseil.

## **7. Administration publique et développement**

146. À ses 43e et 49e séances, les 21 et 25 juillet, le Conseil a tenu un débat sur l'administration publique et le développement (point 13 g) de l'ordre du jour) (pour le débat, voir E/2003/SR.43 et 49). Il était saisi du rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa deuxième session (E/2003/44)<sup>17</sup>.

### **Mesures prises par le Conseil**

147. Au titre du point 13 g) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution E/2003/60.

**Recommandations figurant dans le rapport du Comité d'experts de l'administration publique**

148. À sa 43e séance, le 21 juillet, le représentant du Maroc (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) a présenté un projet de résolution intitulé « Administration publique et développement » (E/2003/L.17), qui se lit comme suit :

*« Le Conseil économique et social,*

*Rappelant sa résolution 2002/40 du 19 décembre 2002,*

1. *Prend note* du rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa deuxième session;

2. *Rappelle* que l'efficience, le sens des responsabilités, l'efficacité et la transparence dans l'administration publique, aux niveaux national et international, ont un rôle décisif à jouer dans la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire et, dans ce contexte, souligne qu'il faut promouvoir le renforcement des capacités d'administration et de gestion du secteur public à l'échelon national, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition;

3. *Rappelle également* que le renforcement de l'administration publique et de l'État figure en bonne place dans les programmes axés sur la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et que la revitalisation de l'administration publique est considérée comme l'une des composantes essentielles du développement économique et social, et décide

dans cette perspective d'étudier la possibilité d'examiner cette question à l'occasion de l'un de ses prochains débats de haut niveau;

4. *Décide* que le Comité se réunira chaque année, plutôt que tous les deux ans, pendant une semaine, afin que les contributions qu'il apporte aux travaux du Conseil et les avis qu'il adresse aux États Membres correspondent bien aux besoins et aux réalités du moment, compte tenu du fait que la revitalisation de l'administration publique est un processus continu dans tous les pays, en particulier parce qu'il leur faut s'adapter à un environnement qui change continuellement et s'attaquer sans retard aux problèmes nouveaux qui se succèdent rapidement;

5. *Décide également* que, dans le cadre établi par la résolution 57/270 B de l'Assemblée générale en date du 23 juin 2003, le Comité d'experts de l'administration publique contribuera au suivi intégré et coordonné des grands sommets et conférences tenus sous les auspices des Nations Unies sur des questions économiques et sociales;

6. *Approuve*, pour la prochaine réunion du Comité d'experts de l'administration publique, qui se tiendra du 29 mars au 2 avril 2004 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, l'ordre du jour suivant:

1. Revitalisation de l'administration publique.
2. Capacités institutionnelles du secteur public pour le renouveau de l'Afrique.
3. Données de base sur le secteur public.
4. Examen du Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies. »

149. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution intitulé « Administration publique et développement » (pour le débat, voir E/2003/SR.49) présenté par la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), à l'issue de consultations officielles consacrées au document E/2003/L.17 (E/2003/L.49).

150. À la même séance, le Secrétaire a donné lecture d'une déclaration concernant les incidences du projet de résolution sur le budget-programme (voir E/2003/SR.49).

151. À la même séance également, le Secrétaire a donné lecture d'une version, oralement révisée, du paragraphe 1 en remplaçant les mots « Prend note du » par les mots « Note le ».

152. À sa 49e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution, tel que révisé oralement. Voir résolution 2003/60 du Conseil.

153. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution E/2003/L.45, tel qu'oralement révisé, le projet de résolution E/2003/L.17 a été retiré par ses auteurs.

## **8. Coopération internationale en matière fiscale**

154. Le Conseil a tenu un débat sur la coopération internationale en matière fiscale (point 13 h) de l'ordre du jour) à sa 29e séance, le 10 juillet 2003 (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.29).

### **Mesures prises par le Conseil**

155. Au titre de ce point, le Conseil n'a pris aucune décision à la session de fond de 2003.

#### **Rapport du Secrétaire général sur la onzième réunion du Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale**

156. À sa 29e séance, le 10 juillet, le Conseil a été informé que la réunion du Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale ayant été remise à plus tard, le rapport de la réunion lui serait présenté à une date ultérieure.

## **9. Forum des Nations Unies sur les forêts**

157. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a tenu un débat consacré au Forum des Nations Unies sur les forêts (point 13 i) de l'ordre du jour) (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.49). Il était saisi du rapport du Forum sur les travaux de sa troisième session (E/2003/42)<sup>18</sup>.

### **Mesures prises par le Conseil**

158. Au titre de ce point, le Conseil a adopté la résolution 2003/63 et les décisions 2003/297, 2003/298 et 2003/299.

#### **Fonds d'affectation spéciale à l'appui du Forum des Nations Unies sur les forêts**

159. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a examiné le projet de résolution intitulé « Fonds d'affectation spéciale à l'appui du Forum des Nations Unies sur les forêts », que le Forum sur les forêts lui avait recommandé d'adopter<sup>19</sup>.

160. À la même séance, le Vice-Président du Conseil a donné lecture des amendements suivants au projet de résolution :

a) Au cinquième alinéa du préambule, les mots « initiatives nationales » ont été remplacés par les mots « à d'autres réunions visant à appuyer les travaux du Forum »;

b) Au début du paragraphe 2, les mots suivants ont été insérés : « Recommande que l'Assemblée générale ».

161. À sa 49e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution tel qu'il avait été modifié oralement. Voir résolution 2003/63 du Conseil.

#### **Date et lieu de la quatrième session du Forum des Nations Unies sur les forêts**

162. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision I intitulé « Date et lieu de la quatrième session du Forum des Nations Unies sur les forêts », que le Forum sur les forêts lui avait recommandé d'adopter<sup>20</sup>. Voir décision 2003/297 du Conseil.

**Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa troisième session et ordre du jour provisoire de sa quatrième session**

163. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a adopté, comme le Forum l'avait recommandé, le projet de décision II intitulé « Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa troisième session et ordre du jour provisoire de sa quatrième session<sup>20</sup> ». Voir décision 2003/298 du Conseil.

**Travaux intersessions des groupes spéciaux d'experts**

164. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a examiné, sur la recommandation du Forum, le projet de décision III, intitulé « Travaux intersessions des groupes spéciaux d'experts<sup>20</sup> », recommandé par le Forum pour adoption.

165. À la même séance, le Vice-Président du Conseil a donné lecture des amendements suivants au projet de décision :

a) Un nouvel alinéa a) *bis*, libellé comme suit, a été inséré : « Décide que les réunions des groupes spéciaux d'experts sur les méthodes et mécanismes de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports et du financement et du transfert de technologies respectueuses de l'environnement se tiendront à Genève du 8 au 19 décembre 2003. Le Conseil a également décidé que la date de la réunion à New York du groupe spécial d'experts sur "l'examen des éléments d'un mandat en vue de l'élaboration d'un cadre juridique concernant tous les types de forêts" serait fixée à la reprise de sa session de 2003 »;

b) Les mots « experts nommés par les gouvernements » ont été systématiquement remplacés par « experts »;

c) Dans le premier paragraphe de la section portant sur la composition et la participation, on a ajouté après le mot « expert », le membre de phrase « conformément à la décision à laquelle la présente annexe se rapporte ».

166. À sa 49e séance, le Conseil a adopté le projet de décision tel qu'il avait été modifié oralement. Voir décision 2003/299 du Conseil.

## **10. Assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions**

167. À ses 43e et 47e séances, les 21 et 24 juillet, le Conseil a tenu des débats sur l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions [point 13 j)] (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.43 et 47). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'application des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions (A/57/165 et Add.1);

b) Note du Secrétaire général sur l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions (E/2003/63).

## **Mesures prises par le Conseil**

168. Au titre de ce point, le Conseil a adopté la décision 2003/309.

**Document examiné par le Conseil au titre du point 13 j)**

169. À sa 47e séance, le 24 juillet, le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'application des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions (A/57/165 et Add.1). Voir décision 2003/309 du Conseil.

## **11. Cartographie**

170. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a tenu un débat sur la cartographie [point 13 k)] (pour le compte rendu du débat, voir E/2003/SR.48). Il était saisi du rapport du Secrétaire général concernant la huitième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques (E/2003/4).

**Mesures prises par le Conseil**

171. Au titre de ce point, le Conseil a adopté les décisions 2003/294 et 2003/309.

**Recommandations issues de la Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques**

172. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté les recommandations figurant dans le rapport de la huitième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques. Voir résolution 2003/294 du Conseil.

173. Après l'adoption des recommandations, le représentant de Cuba a fait une déclaration (voir document E/2003/SR.48).

**Document examiné par le Conseil au titre du point 13 k)**

174. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général concernant la huitième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques (E/2003/4). Voir décision 2003/309 du Conseil.

## **12. Transport de marchandises dangereuses**

175. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a tenu un débat sur le transport de marchandises dangereuses [point 13 l)] (pour le compte rendu du débat, voir E/2003/SR.49). Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur les travaux effectués par le Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du système généralisé harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (E/2003/46).

**Mesures prises par le Conseil**

176. Au titre du point 13 l), le Conseil a adopté la résolution 2003/64 et la décision 2003/309.

177. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil était saisi des amendements, dont le texte avait été convenu lors de consultations officieuses, présentés par le Vice-



Président du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), au projet de résolution<sup>21</sup> intitulé « Travaux du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques », et dont le Comité recommandait l'adoption. Ces amendements se lisaient comme suit :

**Partie A :** Paragraphe 5 : Remplacer les mots « procéder à une étude sur » par « présenter un rapport sur ».

**Partie B :** Quatrième alinéa du préambule : Remplacer le point « 22 c) » par le point « 23 c) ».

Cinquième alinéa du préambule : Remplacer « 2003 » par « 2002 ».

Le paragraphe 3 du dispositif devrait se lire comme suit :

« *Invite* tous les gouvernements à prendre les mesures voulues grâce à des procédures et/ou des dispositions législatives nationales appropriées pour mettre en oeuvre le Système général harmonisé dès que possible et au plus tard en 2008; »

Insérer un nouveau paragraphe 4 libellé comme suit :

« 4. *Lance de nouveau* un appel en vue d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'assurer la gestion rationnelle des produits chimiques en leur apportant une assistance technique et financière; »

Renommer les paragraphes 4 à 7, qui deviennent les paragraphes 5 à 8.

Paragraphe 6 (nouveau paragraphe 7) : Remplacer le mot « suivre » par « présenter un rapport sur ».

**Partie C :** Préambule : Supprimer le deuxième alinéa et les notes de bas de page 7 et 8.

Ajouter un nouvel alinéa rédigé comme suit:

« *Notant* la participation relativement faible des experts venant de pays en développement et de pays en transition aux travaux du Comité, et la nécessité de veiller à ce que ces experts y participent plus largement, »

Insérer le paragraphe 2 suivant :

« 2. *Souligne* qu'il importe que des experts de pays en développement et de pays en transition participent aux travaux du Comité et, à cet effet, fait appel aux contributions volontaires pour faciliter leur participation, notamment en couvrant leurs frais de voyage et de subsistance, et invite les États Membres et les organisations internationales en mesure de le faire à se mobiliser; »

Renommer les paragraphes 2 et 3 qui deviennent 3 et 4.

Modifier le paragraphe 2 (nouveau paragraphe 3) afin qu'il se lise comme suit :

« 3. *Prend note* des recommandations du Comité relatives aux ressources en personnel<sup>7</sup> et invite l'Assemblée générale à se pencher sur cette question dans le cadre de l'examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005; »

Ajouter la note de bas de page suivante :

«<sup>7</sup> Figurant au paragraphe 33 du document E/2003/46; voir aussi les documents E/1999/L.48, par. 9, et A/54/443/Add.1, par. 7. »

178. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution tel qu'il avait été modifié. Voir résolution 2003/64 du Conseil.

#### **Document examiné par le Conseil au titre du point 13 l)**

179. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (E/2003/46). Voir décision 2003/309 du Conseil.

### **13. Les femmes et le développement**

180. À sa 42e séance, le 21 juillet, le Conseil a tenu un débat sur le point 13 m) (pour le compte rendu du débat, voir E/2003/SR.42). Il était saisi du rapport de la Commission sur la condition de la femme (E/2003/27)<sup>22</sup>.

#### **Mesures prises par le Conseil**

181. Aucune proposition n'a été soumise au titre du point 13 m).

### **I. Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme**

182. À sa 42e séance et de sa 44e à sa 49e séance, tenues du 21 au 25 juillet 2003, le Conseil a tenu un débat sur les questions sociales et les questions relatives aux droits de l'homme, au titre du point 14 de l'ordre du jour (pour le compte rendu des débats, voir E/2003/SR.42 et 44 à 49).

#### **Mesures prises par le Conseil**

##### **Documents examinés par le Conseil au titre du point 14 de l'ordre du jour**

183. À ses 48e et 49e séances, les 24 et 25 juillet, le Conseil a pris note d'un certain nombre de documents présentés au titre du point 14 et des alinéas b), c), e), f) g) et h) de l'ordre du jour. Voir décision 2003/310 du Conseil.

#### **1. Promotion de la femme**

184. À ses 42e, 44e et 48e séances, les 21, 22 et 24 juillet Le Conseil a tenu un débat, au titre du point 14 a). Il était saisi des documents suivants :

- a) Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-septième session (E/2003/27)<sup>22</sup>;
- b) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes [A/58/38 (Part I)];
- c) Rapport du Secrétaire général sur le suivi et l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (E/2003/69);
- d) Rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (E/2003/59);
- e) Rapport du Groupe de travail chargé d'examiner les activités futures de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (A/AC.266/1);
- f) Rapport du Groupe de travail chargé d'examiner les activités futures de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (A/57/330 et Add.1);
- g) Lettre datée du 20 juin 2003, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/2003/93);
- h) Note du Secrétaire général sur la revitalisation et le renforcement de l'Institut international de la recherche et de la formation pour la promotion de la femme (E/2003/101).

185. À sa 42e séance, le 21 juillet, la Conseillère spéciale pour l'égalité des sexes et la promotion de la femme a fait une déclaration liminaire.

## **Mesures prises par le Conseil**

186. Au titre du point 14 a) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 2003/42, 2003/43, 2003/44 et 2003/57 et la décision 2003/237.

### **Recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la condition de la femme**

#### **La situation des Palestiniennes et aide à leur apporter**

187. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission, le projet de résolution I<sup>23</sup>, intitulé « La situation des Palestiniennes et aide à leur apporter », à l'issue d'un vote enregistré, par 42 voix contre 2, avec 4 abstentions. Voir résolution 2003/42 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit<sup>24</sup> :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Hongrie, Inde, Iran (République Islamique d'), Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Malaisie, Mozambique, Népal, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Portugal, Qatar,

République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Ukraine.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique, Géorgie.

*Se sont abstenus :*

Allemagne<sup>25</sup>, Australie, Nicaragua, Pérou.

188. Avant l'adoption du projet de résolution, les représentants des États-Unis et de l'Australie, ainsi que l'observateur du Maroc (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), ont fait des déclarations. Après l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les observateurs du Maroc (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) et d'Israël.

#### **Situation des femmes et des filles en Afghanistan**

189. À la même séance, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>23</sup>, le projet de résolution II intitulé « Situation des femmes et des filles en Afghanistan ». Voir résolution 2003/43 du Conseil.

#### **Conclusions concertées sur la participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur influence sur la promotion de la femme et le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur utilisation à cette fin**

190. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>23</sup>, le projet de résolution III intitulé « Conclusions concertées sur la participation et l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, leur influence sur la promotion de la femme et le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur utilisation à cette fin ». Voir résolution 2003/44 du Conseil.

#### **Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-septième session et ordre du jour provisoire de la quarante-huitième session de la Commission.**

191. Toujours à sa 44e séance le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>26</sup>, le projet de décision intitulé « Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-septième session et ordre du jour provisoire de la quarante-huitième session de la Commission ». Voir décision 2003/237 du Conseil.

#### **Revitalisation et renforcement de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme**

192. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution intitulé « Revitalisation et renforcement de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme » (E/2003/L.44), présenté par le Président du Conseil économique et social, Gert Rosenthal (Guatemala), à l'issue de consultations officielles.

193. À la même séance, le Conseil était saisi d'une déclaration orale concernant le projet de résolution formulé par la Division de la planification des programmes et du budget du Secrétariat de l'ONU, libellé comme suit :

« 1. En application des paragraphes 4 et 5 du projet de résolution le Conseil économique et social :

a) Déciderait de modifier les paragraphes 1, 2 a), 2 b), 3 c), le nouveau paragraphe 3 (e) et le paragraphe 4 de l'article III du statut de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme afin de remplacer le Conseil d'administration par un conseil exécutif;

b) Déciderait de modifier les paragraphes 1, 2 e), 2 h) et 5 de l'article IV du statut de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme concernant le Directeur et le personnel.

2. Il faut, à cet égard, réaffirmer les observations qui figurent dans la note du Secrétaire général sur la revitalisation et le renforcement de l'Institut (E/2003/101), car ces observations s'appliquent également aux dispositions du projet de résolution comme suit :

a) La modification proposée au paragraphe 1 de l'article III (Conseil d'administration) mentionne un conseil exécutif. Or, elle devrait plutôt faire référence à un comité consultatif puisque c'est le terme approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/175; d'autres fonctions de cet organe sont donc par nature consultatives;

b) Dans la modification qu'il est proposée d'apporter au paragraphe 2 a) de l'article III, il est mentionné que les membres du Conseil exécutif siégeront en qualité de représentants de leur pays. L'Assemblée générale, dans sa résolution 57/175, a fait sienne la recommandation du Groupe de travail suivant laquelle le Comité consultatif devrait être composé d'États Membres. De ce fait, le Conseil économique et social élirait des États Membres, et non pas des personnes représentant des États Membres;

c) Suivant la modification proposée au paragraphe 1 de l'article IV (concernant le Directeur et le personnel), le Directeur serait nommé par le Secrétaire général parmi trois candidats proposés par le Conseil exécutif. Cette disposition empiète sur la prérogative du Secrétaire général en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation;

d) Le même raisonnement vaut pour les amendements proposés au paragraphe 5 de l'article IV, qui visent le pouvoir conféré au Secrétaire général de conserver, maintenir dans ses fonctions ou remplacer le Directeur de l'Institut;

e) En ce qui concerne la nomination d'un directeur, il pourrait être entendu que le Secrétaire général présenterait au Conseil une liste de candidats, parmi lesquels le Conseil en retiendrait jusqu'à trois, dont l'un serait nommé par le Secrétaire général. La procédure de nomination devrait, en outre, être conforme aux dispositions de la résolution 57/305 de l'Assemblée générale relative à la gestion des ressources humaines ainsi que d'autres résolutions et décisions pertinentes.

3. Si le projet de résolution est adopté, il convient de noter que la révision du paragraphe 4 de Article III concernant le lieu de réunion du Conseil à New York supposerait qu'on fasse une exception au principe général énoncé au paragraphe 4 de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985, dans lequel l'Assemblée générale a réaffirmé que les organes de l'Organisation des Nations Unies doivent prévoir de se réunir à leurs sièges respectifs. Conformément à ce principe, les sessions du Conseil devraient se tenir à Saint-Domingue en application de l'article IX, qu'il n'a pas été proposé de modifier.

4. La modification proposée au paragraphe 2 a) de l'article III, tendant à ce que les membres du Conseil siègent non plus à titre individuel mais en tant que représentants des États Membres, signifierait que les frais de participation des membres aux sessions du Conseil (frais de voyage et indemnités de subsistance) ne seraient pas financés par les fonds de l'Institut. On rappelle à cet égard que, conformément aux dispositions de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale sur la question (1798 (XVII), 2245 (XXI), 2489 (XXIII), 42/214, 45/248) ni les frais de voyage ni les indemnités de subsistance ne peuvent être remboursés aux membres des organes ou des organes subsidiaires qui siègent en qualité de représentants de gouvernements, sauf stipulation contraire de la résolution portant création de l'organe ou de l'organe subsidiaire.

5. L'amendement proposé au paragraphe 2 a) de l'article III, du statut qui prévoit que le Conseil devrait se réunir au moins une fois par an pour une durée maximale de 10 jours au Siège de l'ONU, à New York, entraînerait la tenue de deux séances par jour (une le matin et une l'après-midi) et de 20 séances au maximum par an. L'interprétation serait assurée dans trois langues – anglais, espagnol et français. La documentation nécessaire a été estimé à 50 pages de documents de présession, 15 pages de documents de session et 20 pages de documents de postsession, qui seraient également établis dans les trois langues citées plus haut.

6. La date des réunions du Conseil exécutif serait fonction de la disponibilité des installations et services de conférence à New York. Les services de conférence nécessaires aux réunions du Conseil exécutif sont estimés à 86 700 dollars sur la base du coût intégral. Les services de conférence seraient assurés contre remboursement conformément aux dispositions de l'article VII du statut, qui prévoit que l'appui administratif et les autres formes d'appui selon qu'il convient, sont fournis à l'Institut, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies dans les conditions fixées d'un commun accord par le Secrétaire général et le Directeur de l'Institut, étant entendu qu'il ne doit pas en résulter de dépenses supplémentaires pour le budget ordinaire de l'ONU.

7. En résumé, si l'on adopte le projet de résolution sur la revitalisation et le renforcement de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, il faudra prévoir des services de conférence d'un montant supplémentaire de 86 700 dollars des États-Unis pour les nouvelles réunions du Conseil exécutif à New York, qui devront être financées par les ressources du Fonds d'affectation spéciale de l'Institut. »

194. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution tel qu'il avait été modifié oralement. Voir résolution 2003/57 du Conseil.

195. Avant l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les observateurs de l'Espagne et du Maroc. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants du Nicaragua et du Brésil (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et les observateurs de l'Espagne et du Maroc (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, et du Mexique) et la République dominicaine ont fait des déclarations.

## **2. Développement social**

196. À sa 42e séance, le 21 juillet, le Conseil a tenu un débat sur le développement social au titre du point 14 b). Il était saisi des documents suivants :

- a) Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa quarante et unième session (E2003/26)<sup>27</sup>;
- b) Note du Secrétaire général sur la préparation et la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004 (E/CN.5/2003/6) (A/58/67-E/2003/49);
- c) Rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées (A/58/61-E/2003/5).

### **Mesures prises par le Conseil**

197. Au titre de ce point, le Conseil a adopté les résolutions 2003/10 à 2003/15 et les décisions 2003/230 et 2003/310.

#### **Recommandations figurant dans le rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa quarante et unième session**

##### **Préparation et célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004**

198. À sa 42e séance, le 21 juillet, le Conseil a approuvé le projet de résolution intitulé « Préparation et célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004 », que la Commission<sup>28</sup> avait recommandé à l'Assemblée générale d'adopter. Voir résolution 2003/10 du Conseil.

##### **Politiques et programmes mobilisant les jeunes**

199. À sa 42e séance, le 21 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>29</sup>, le projet de résolution I intitulé « Politiques et programmes mobilisant les jeunes ». Voir résolution 2003/11 du Conseil.

##### **Convention internationale globale et intégrée pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des handicapés**

200. À sa 42e séance, le 21 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>29</sup>, le projet de résolution II intitulé « Convention internationale globale

et intégrée pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des handicapés ». Voir résolution 2003/12 du Conseil.

**Coopération nationale et internationale au service du développement : réalisation des objectifs sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique**

201. À sa 42<sup>e</sup> séance, le 21 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>29</sup>, le projet de résolution III intitulé « Coopération nationale et internationale au service du développement : réalisation des objectifs sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ». Voir résolution 2003/13 du Conseil.

**Modalités d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, 2002**

202. À sa 42<sup>e</sup> séance, le 21 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>29</sup>, le projet de résolution IV intitulé « Modalités d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, 2002 ». Voir résolution 2003/14 du Conseil.

**Conclusions concertées sur la coopération nationale et internationale au service du développement social**

203. À sa 42<sup>e</sup> séance, le 21 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>29</sup>, le projet de résolution V intitulé « Conclusions concertées sur la coopération nationale et internationale au service du développement social ». Voir résolution 2003/15 du Conseil.

**Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa quarante et unième session et ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session de la Commission**

204. À sa 42<sup>e</sup> séance, le 21 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>30</sup>, un projet de décision intitulé « Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa quarante et unième session et ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session de la Commission ». Voir décision 2003/230 du Conseil.

**Confirmation de la nomination de membres du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social**

205. À sa 42<sup>e</sup> séance, le 21 juillet, le Conseil a décidé de confirmer la nomination des personnes dont les noms figuraient dans la décision 41/101 de la Commission<sup>31</sup> au Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. Voir décision 2003/231 du Conseil.

**Documents examinés par le Conseil au titre du point 14 b) de l'ordre du jour**

206. À sa 49<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2003, le Conseil a pris note des documents suivants :

a) Rapport sur la préparation et la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004 (document A/58/67-E/2003/49);



b) Rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées (document A/58/61-E/2003/5). Voir décision 2003/310 du Conseil.

### **3. Prévention du crime et justice pénale**

207. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a tenu un débat sur la prévention du crime et la justice pénale (point 14 c) de l'ordre du jour). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa douzième session (E/2003/30)<sup>32</sup>;

b) Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/58/87-E/2003/82).

### **Mesures prises par le Conseil**

208. Au titre du point 14 c), le Conseil a adopté les résolutions 2003/20 à 2003/31 et les décisions 2003/232, 2003/233 et 2003/310.

#### **Recommandations figurant dans le rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa douzième session**

##### **Renforcement de la coopération internationale en vue de prévenir et de combattre la traite des personnes et de protéger les victimes de cette traite**

209. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a approuvé le projet de résolution I, intitulé « Renforcement de la coopération internationale en vue de prévenir et de combattre la traite des personnes et de protéger les victimes de cette traite », que la Commission<sup>33</sup> avait recommandé à l'Assemblée générale d'adopter. Voir résolution 2003/20 du Conseil.

##### **Coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée : aider les États à renforcer leurs capacités en vue de faciliter l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant**

210. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a approuvé le projet de résolution II, intitulé « Coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée : aider les États à renforcer leurs capacités en vue de faciliter l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant », que la Commission avait recommandé à l'Assemblée générale d'adopter<sup>33</sup>. Voir résolution 2003/21 du Conseil.

##### **Intensification de la coopération internationale et de l'assistance technique en vue de promouvoir l'application des conventions et protocoles universels relatifs au terrorisme dans le cadre des activités du Centre pour la prévention internationale du crime**

211. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a approuvé le projet de résolution III, intitulé « Intensification de la coopération internationale et de l'assistance technique en vue de promouvoir l'application des conventions et protocoles universels relatifs au terrorisme dans le cadre des activités du Centre pour la prévention internationale du crime » que la Commission avait recommandé à l'Assemblée générale d'adopter<sup>33</sup>. Voir résolution 2003/22 du Conseil.

**Préparatifs du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale**

212. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a approuvé le projet de résolution IV<sup>33</sup>, intitulé « Préparatifs du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale » que la Commission avait recommandé à l'Assemblée générale d'adopter. Voir résolution 2003/23 du Conseil.

**Activités du Centre pour la prévention internationale du crime, y compris la gestion du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale**

213. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>34</sup>, le projet de résolution I, intitulé « Activités du Centre pour la prévention internationale du crime, y compris la gestion du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ». Voir résolution 2003/24 du Conseil.

**Coopération internationale, assistance technique et services consultatifs pour la prévention du crime et la justice pénale**

214. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>34</sup>, le projet de résolution II, intitulé « Coopération internationale, assistance technique et services consultatifs pour la prévention du crime et la justice pénale ». Voir résolution 2003/25 du Conseil.

**Prévention de la délinquance urbaine**

215. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>34</sup>, le projet de résolution III intitulé « Prévention de la délinquance urbaine ». Voir résolution 2003/26 du Conseil.

**Trafic d'espèces de faune et de flore sauvages protégées**

216. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>34</sup>, le projet de résolution IV intitulé « Trafic d'espèces de faune et de flore sauvages protégées ». Voir résolution 2003/27 du Conseil.

**Coopération internationale en vue de prévenir et de combattre les enlèvements et séquestrations et d'y mettre un terme, ainsi que de prêter assistance aux victimes**

217. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>34</sup>, le projet de résolution V intitulé « Coopération internationale en vue de prévenir et de combattre les enlèvements et séquestrations et d'y mettre un terme, ainsi que de prêter assistance aux victimes ». Voir résolution 2003/28 du Conseil.

**Prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples.**

218. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>34</sup>, le projet de résolution VI intitulé « La prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples ». Voir résolution 2003/29 du Conseil.

**Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale**

219. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>34</sup>, le projet de résolution VII intitulé « Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale ». Voir résolution 2003/30 du Conseil.

**Fonctionnement de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale**

220. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>34</sup>, le projet de résolution VIII intitulé « Fonctionnement de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale ». Voir résolution 2003/31 du Conseil.

**Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa douzième session et ordre du jour provisoire et documentation de sa treizième session**

221. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>35</sup>, le projet de décision I intitulé « Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa douzième session et ordre du jour provisoire et documentation de sa treizième session ». Voir la décision 2003/233 du Conseil.

**Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice**

222. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission, le projet de décision II intitulé<sup>35</sup> intitulé « Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ». Voir décision 2003/234 du Conseil.

**Documents examinés par le Conseil au titre du point 14 c) de l'ordre du jour**

223. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général sur les préparatifs du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (document A/58/87-E/2003/82). Voir décision 2003/310 du Conseil.

#### 4. Stupéfiants

224. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a tenu un débat sur les stupéfiants au titre du point 14 d) (pour le compte rendu du débat, voir E/2003/SR.44). Il était saisi des documents suivants :

- a) Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante-sixième session (E/2003/28)<sup>36</sup>;
- b) Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants sur ses activités en 2002 (E/INCB/2002/1)<sup>37</sup>;
- c) Note du Secrétariat sur les honoraires versés aux membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (E/2003/96).

#### Mesures prises par le Conseil

225. Au titre du point 14 d) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 2003/32 à 2003/41 et les décisions 2003/235 et 2003/236.

#### **Recommandations figurant dans le rapport de la Commission des stupéfiants sur sa quarante-sixième session**

##### **Formation au contrôle des précurseurs, à la lutte contre le blanchiment d'argent et à la prévention de l'abus de drogues**

226. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution I intitulé « Formation au contrôle des précurseurs, à la lutte contre le blanchiment d'argent et à la prévention de l'abus de drogues ». Voir résolution 2003/32 du Conseil.

##### **Réduction de la demande illicite de drogues**

227. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution II intitulé « Réduction de la demande illicite de drogues ». Voir résolution 2003/33 du Conseil.

##### **Assistance internationale aux États les plus touchés par le transit de drogues**

228. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution III intitulé « Assistance internationale aux États les plus touchés par le transit de drogues ». Voir résolution 2003/34 du Conseil.

##### **Renforcement de la prévention et de la répression du trafic de drogues illicites**

229. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution IV intitulé « Renforcement de la prévention et de la répression du trafic de drogues illicites ». Voir résolution 2003/35 du Conseil.

**Mise en place de réseaux nationaux de lutte contre le blanchiment d'argent dans le cadre de plans nationaux et internationaux de contrôle des drogues**

230. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution V intitulé « Mise en place de réseaux nationaux de lutte contre le blanchiment d'argent dans le cadre de plans nationaux et internationaux de contrôle des drogues ». Voir résolution 2003/36 du Conseil.

**Renforcement du développement alternatif grâce aux échanges et à des mesures de protection environnementales et sociales**

231. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution VI intitulé « Renforcement du développement alternatif grâce aux échanges et à des mesures de protection environnementales et sociales ». Voir résolution 2003/37 du Conseil.

**Financement des frais de voyage des participants aux réunions des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues**

232. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution VII intitulé « Financement des frais de voyage des participants aux réunions des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues ». Voir résolution 2003/38 du Conseil.

**Renforcer les systèmes de contrôle des précurseurs chimiques et prévenir les détournements et le trafic de ces précurseurs**

233. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution VIII intitulé « Renforcer les systèmes de contrôle des précurseurs chimiques et prévenir les détournements et le trafic de ces précurseurs ». Voir résolution 2003/39 du Conseil.

**Demande et offre d'opiacés à des fins médicales et scientifiques**

234. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution IX intitulé « Demande et offre d'opiacés à des fins médicales et scientifiques ». Voir résolution 2003/40 du Conseil.

**Mesures contre la tendance à la légalisation des drogues destinées à un usage non médical**

235. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>38</sup>, le projet de résolution X intitulé « Mesures contre la tendance à la légalisation des drogues destinées à un usage non médical ». Voir résolution 2003/41 du Conseil.

**Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante-sixième session et ordre du jour provisoire et documentation de la quarante-septième session de la Commission**

236. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>39</sup>, le projet de décision I intitulé « Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante-sixième session et ordre du jour provisoire

et documentation de la quarante-septième session de la Commission ». Voir décision 2003/235 du Conseil.

#### **Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants**

237. À sa 44<sup>e</sup> séance, le 22 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>39</sup>, le projet de décision II intitulé « Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants ». Voir décision 2003/236 du Conseil.

### **5. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés**

238. À ses 44<sup>e</sup> et 47<sup>e</sup> séances, les 22 et 24 juillet, le Conseil a tenu un débat sur le point 14 e) de l'ordre du jour (pour le compte-rendu des séances, voir E/2003/SR.44 et 47). Il était saisi des documents suivants :

a) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/2003/68);

b) Note verbale datée du 25 avril 2003, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la Zambie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (E/2003/77).

#### **Mesures prises par le Conseil**

239. Au titre du point 14 e) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les décisions 2003/285, 2003/286 et 2003/310.

#### **Augmentation du nombre des membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés**

240. À sa 44<sup>e</sup> séance, le 22 juillet, le représentant de l'Égypte a présenté un projet de décision intitulé « Augmentation du nombre des membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés » (E/2003/L.4).

241. À sa 47<sup>e</sup> séance, le 24 juillet, le Conseil a adopté le projet de décision et a recommandé à l'Assemblée générale de se prononcer sur la question. Voir décision 2003/285 du Conseil.

242. À la 44<sup>e</sup> séance, le 22 juillet, le représentant de la Zambie a présenté un projet de décision intitulé « Augmentation du nombre des membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés » (E/2003/L.14). Par la suite, l'Égypte s'est portée coauteur du projet de décision.

243. À la 47<sup>e</sup> séance, le Secrétaire a révisé oralement l'alinéa b) du projet en remplaçant les mots « de 64 à 65 États » par « de 65 à 66 États ».

244. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision, tel qu'il avait été modifié oralement et a recommandé à l'Assemblée générale de se prononcer sur la question. Voir décision 2003/286 du Conseil.

**Documents examinés par le Conseil au titre du point 14 e) de l'ordre du jour**

245. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a pris acte du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/2003/68). Voir décision 2003/310 du Conseil.

**6. Application du Programme d'action de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale**

246. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a tenu un débat sur le point 14 f) de l'ordre du jour. Il était saisi des documents suivants :

- a) Rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 57/195 de l'Assemblée générale (A/58/80-E/2003/71);
- b) Rapport du Haut Commissaire aux droits de l'homme sur l'application du Programme d'action pour la troisième Décennie (1993-2003) de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (E/CN.4/2003/19);
- c) Rapport de l'atelier organisé par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en vue de l'élaboration d'une publication pour lutter contre le racisme et favoriser la tolérance (E/CN.4/2003/19/Add.1).

**Mesures prises par le Conseil**

247. Aucune proposition n'a été soumise au titre du point 14 f) de l'ordre du jour.

**Documents examinés par le Conseil au titre du point 14 f) de l'ordre du jour**

248. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général présenté en application de la résolution 57/195 de l'Assemblée générale. Voir décision 2003/310 du Conseil.

**7. Droits de l'homme**

249. À ses 45e, 46e et 48e séances, les 23 et 24 juillet, le Conseil a tenu un débat sur les droits de l'homme (point 14 g) de l'ordre du jour). Il était saisi des documents suivants :

- a) Rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa cinquante-neuvième session [E/2003/23 (Part I)]<sup>40</sup>;
- b) Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de ses vingt-huitième et vingt-neuvième sessions (E/2003/22)<sup>41</sup>;
- c) Rapport du Haut Commissaire aux droits de l'homme (E/2003/73).

250. À la 45e séance, le 23 juillet, le Haut Commissaire adjoint aux droits de l'homme a fait une déclaration liminaire (voir E/2003/SR.45).

251. À la même séance, le Conseil a été informé que les incidences des projets de résolutions et de décisions (contenus dans le rapport de la Commission des droits de

l'homme) sur le budget-programme figuraient dans le document E/2003/L.31/Rev.1

### **Mesures prises par le Conseil**

252. Au titre du point 14 g) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les résolutions 2003/45 et 2003/58, ainsi que les décisions 2003/238 à 2003/271 et 2003/310.

#### **Recommandations figurant dans le rapport de la Commission des droits de l'homme**

##### **Le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint**

253. À sa 45e séance, le 23 juillet 2003, le Conseil a examiné le projet de résolution recommandé par la Commission<sup>42</sup> et intitulé « Le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint ».

254. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution à l'issue d'un vote enregistré, par 33 voix contre une, avec 17 abstentions. Voir résolution 2003/45 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

##### *Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Équateur, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Guatemala, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Japon, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Qatar, République de Corée, Zimbabwe.

##### *Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique.

##### *Se sont abstenus :*

Allemagne, Andorre, Australie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

#### **Amélioration du fonctionnement du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'agissant des mécanismes de la Commission des droits de l'homme**

255. À sa 45e séance, le 23 juillet, le représentant de l'Italie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union Européenne, ainsi que de la Bulgarie, de Chypre, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie) a présenté un projet de résolution intitulé « Amélioration du fonctionnement du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'agissant des mécanismes de la Commission des droits de l'homme » (E/2003/L.37).

256. À sa 48e séance, le 24 juillet, le représentant de Cuba a révisé oralement le paragraphe 2 du projet de résolution en y insérant les mots « des détenteurs de mandat au titre » avant les mots « des mécanismes spéciaux ».



257. À la 48e séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution, tel qu'il avait été modifié oralement, à l'issue d'un vote enregistré, par 27 voix contre 26, avec une abstention. Voir résolution 2003/58 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Brésil, Chili, Équateur, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

*Ont voté contre :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bhoutan, Burundi, Chine, Congo, Cuba, Égypte, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Inde, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Qatar, Sénégal, Zimbabwe.

*Se sont abstenus :*

Bénin.

258. Avant l'adoption du projet de résolution, les représentants du Pakistan, de la Fédération de Russie, de Cuba, de la Chine, de l'Italie, de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, du Royaume-Uni, de la France et de la Malaisie ont fait des déclarations.

**Situation des droits fondamentaux des détenus libanais en Israël**

259. À sa 45e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 1 intitulé « Situation des droits fondamentaux des détenus libanais en Israël », à l'issue d'un vote enregistré, par 26 voix contre 2, avec 24 abstentions. Voir décision 2003/238 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, Équateur, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Qatar, Sénégal, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique, Géorgie.

*Se sont abstenus :*

Allemagne, Andorre, Australie, Éthiopie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Mozambique, Népal, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

260. Avant l'adoption du projet de décision, les représentants des États-Unis et de l'Australie ainsi que les observateurs d'Israël et du Liban ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.45).

### **Situation des droits de l'homme au Myanmar**

261. À sa 45e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 2 intitulé « Situation des droits de l'homme au Myanmar ». Voir décision 2003/239 du Conseil.

262. Après l'adoption du projet de décision, les représentants de l'Italie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne, ainsi que de la Bulgarie, de Chypre, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie et de la Turquie), des États-Unis, du Japon et de l'Australie, ainsi que l'observateur du Myanmar ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.45).

### **Situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo**

263. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 3 intitulé « Situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo ». Voir décision 2003/240 du Conseil.

### **Situation des droits de l'homme au Burundi**

264. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 4 intitulé « Situation des droits de l'homme au Burundi ». Voir résolution 2003/241 du Conseil.

### **Question de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation de ces droits de l'homme**

265. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 5 intitulé « Questions de la jouissance effective, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers que rencontrent les pays en développement dans leurs efforts tendant à la réalisation de ces droits de l'homme », à l'issue d'un vote enregistré par 51 voix contre 2, avec une abstention. Voir décision 2003/242 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

#### *Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Iran (République Islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Ukraine, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

Arabie saoudite, États-Unis d'Amérique.

*Se sont abstenus :*

Australie.

266. Avant l'adoption du projet de décision, les représentants du Chili, de Cuba, des États-Unis, du Portugal et de la Suède, ainsi que le représentant du Haut Commissaire aux droits de l'homme ont fait des déclarations; après l'adoption de la décision, le représentant de l'Arabie saoudite a fait une déclaration (voir E/2003/SR.46).

**Effets des politiques d'ajustement structurel et de la dette extérieure sur la jouissance effective de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels**

267. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 6 intitulé « Effets des politiques d'ajustement structurel et de la dette extérieure sur la jouissance effective de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels », à l'issue d'un vote enregistré par 31 voix contre 17, avec 5 abstentions. Voir décision 2003/243 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Guatemala, Inde, Iran (République Islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Qatar, Sénégal, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

Allemagne, Andorre, Australie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

*Se sont abstenus :*

Arabie saoudite, Argentine, Géorgie, Pérou, Ukraine.

268. Avant l'adoption du projet de décision, les représentants de l'Italie (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne) et de Cuba ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.46).

**Le droit à l'alimentation**

269. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 7 intitulé « Le droit à l'alimentation », à l'issue d'un vote enregistré par 52 voix contre une, avec une abstention. Voir décision 2003/244 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Iran (République Islamique d'),

Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Ukraine, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique.

*Se sont abstenus :*

Australie.

270. Avant l'adoption du projet de décision, les représentants de Cuba et des États-Unis d'Amérique ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.46).

**Le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant**

271. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 8 intitulé « Le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ». Voir décision 2003/245 du Conseil.

**Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et application systématique et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

272. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a examiné le projet de décision 9 intitulé « Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et application systématique et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban » recommandé par la Commission<sup>43</sup>. Voir décision 2003/246 du Conseil.

273. À la même séance, le représentant de l'Afrique du Sud a révisé oralement le projet de décision en ajoutant, à la suite du troisième alinéa, le paragraphe suivant :

« Le Conseil fait également sienne la recommandation de la Commission, tendant à ce que l'Assemblée générale, au cours de la prochaine décennie d'activités de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, mette l'accent sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban sur la base d'un large consensus au sujet de l'importance de la lutte contre la discrimination à l'échelle mondiale. »

274. À la 46e séance également, les représentants du Chili, de Cuba, de l'Égypte, des États-Unis d'Amérique, du Pakistan et du Zimbabwe, ainsi que l'observateur de la Géorgie, ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.46).

275. À la même séance, le Conseil, à l'issue d'un vote enregistré, a adopté le projet de décision, tel qu'il avait été modifié oralement, par 37 voix contre une, avec 16 abstentions. Voir décision 2003/246 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Inde, Iran

(République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Qatar, Sénégal, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique.

*Se sont abstenus :*

Allemagne, Andorre, Australie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

### **Question de la détention arbitraire**

276. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 10 intitulé « Question de la détention arbitraire ». Voir décision 2003/247 du Conseil.

### **Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

277. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 11 intitulé « Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Voir décision 2003/248 du Conseil.

### **Question des disparitions forcées ou involontaires**

278. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 12 intitulé « Question des disparitions forcées ou involontaires ». Voir décision 2003/249 du Conseil.

### **Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et indépendance des avocats**

279. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 13 intitulé « Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et indépendance des avocats ». Voir décision 2003/250 du Conseil.

### **Élimination de la violence contre les femmes**

280. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 14 intitulé « Élimination de la violence contre les femmes ». Voir décision 2003/251 du Conseil.

### **Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse**

281. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 15 intitulé « Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse ». Voir décision 2003/252 du Conseil.

### **Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994**

282. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 16 intitulé « Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration conformément au paragraphe 5 de la résolution 49/214 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994 ». Voir décision 2003/253 du Conseil.

**Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et Décennie internationale des populations autochtones**

283. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 17 intitulé « Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et Décennie internationale des populations autochtones », à l'issue d'un vote enregistré, par 52 voix contre une, avec une abstention. Voir décision 2003/254 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Iran (République Islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Ukraine, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique.

*Se sont abstenus :*

Australie.

284. Avant l'adoption du projet de décision, les représentants de Cuba, de la Chine, des États-Unis et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.46).

**Défenseurs des droits de l'homme**

285. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 18 intitulé « Défenseurs des droits de l'homme ». Voir décision 2003/255 du Conseil.

**Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste**

286. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 19 intitulé « Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ». Voir décision 2003/256 du Conseil.

### **Situation des droits de l'homme en Afghanistan**

287. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 20 intitulé « Situation des droits de l'homme en Afghanistan ». Voir décision 2003/257 du Conseil.

### **Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme**

288. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 21 intitulé « Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme ». Voir décision 2003/258 du Conseil.

### **Situation des droits de l'homme en Sierra Leone**

289. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 22 intitulé « Situation des droits de l'homme en Sierra Leone ». Voir décision 2003/259 du Conseil.

### **Coopération technique et services consultatifs au Libéria**

290. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 23 intitulé « Coopération technique et services consultatifs au Libéria ». Voir décision 2003/260 du Conseil.

### **Le droit au développement**

291. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, a adopté, à l'issue d'un vote enregistré, le projet de décision 24 intitulé « Le droit au développement » par 51 voix contre 3. Voir décision 2003/261 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

#### *Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Iran (République Islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Ukraine, Zimbabwe.

#### *Ont voté contre :*

Australie, États-Unis d'Amérique, Japon.

292. Avant l'adoption de la décision, le représentant des États-Unis a fait une déclaration (voir E/2003/SR.46).

### **Situation des droits de l'homme en Iraq**

293. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 25 intitulé « Situation des droits de l'homme en Iraq ». Voir décision 2003/262 du Conseil.

294. Avant l'adoption du projet de décision, les représentants de l'Afrique du Sud, de Cuba, de la Jamahiriya arabe libyenne et de la Malaisie ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.46).

**Décision concernant le Libéria au titre de la procédure établie conformément à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social**

295. À sa 46<sup>e</sup> séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 26 intitulé « Décision concernant le Libéria au titre de la procédure établie conformément à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social ». Voir décision 2003/263 du Conseil.

**Forum social**

296. À sa 46<sup>e</sup> séance, le 23 juillet, le Conseil, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, a adopté à l'issue d'un vote enregistré le projet de décision 27 intitulé « Forum social », par 34 voix contre 2, avec 18 abstentions. Voir décision 2003/264 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Ghana, Guatemala, Inde, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Qatar, Sénégal, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

Australie, États-Unis d'Amérique.

*Se sont abstenus :*

Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

297. Avant l'adoption du projet de décision, le représentant de Cuba, ainsi que le représentant du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.46).

**Discrimination dans le système de justice pénale**

298. À sa 46<sup>e</sup> séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 28 intitulé « Discrimination dans le système de justice pénale ». Voir décision 2003/265 du Conseil.

**Restitution des logements et des biens dans le cadre du retour des réfugiés et autres personnes déplacées**

299. À sa 46<sup>e</sup> séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 29 intitulé « Restitution des logements et des biens dans le cadre du retour des réfugiés et autres personnes déplacées ». Voir décision 2003/266 du Conseil.



### **Souveraineté permanente des peuples autochtones sur les ressources naturelles**

300. À sa 46<sup>e</sup> séance, le 23 juillet, le Conseil, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, a adopté, à l'issue d'un vote enregistré, le projet de décision 30 intitulé « Souveraineté permanente des peuples autochtones sur les ressources naturelles », par 36 voix contre 12, avec 6 abstentions. Voir décision 2003/267 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Inde, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Qatar, Sénégal, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

Allemagne, Australie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Ukraine.

*Se sont abstenus :*

Andorre, Brésil, Irlande, Italie, Japon, Roumanie.

### **La prévention des violations des droits de l'homme imputables à la disponibilité et à l'utilisation abusives d'armes de petit calibre et d'armes légères**

301. À sa 46<sup>e</sup> séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 31 intitulé « La prévention des violations des droits de l'homme imputables à la disponibilité et à l'utilisation abusives d'armes de petit calibre et d'armes légères ». Voir décision 2003/268 du Conseil.

### **Organisation des travaux de la soixantième session de la Commission des droits de l'homme**

302. À sa 46<sup>e</sup> séance, le 23 juillet, le Conseil, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, a adopté, à l'issue d'un vote enregistré, le projet de décision 32 intitulé « Organisation des travaux de la soixantième session de la Commission des droits de l'homme », par 43 voix contre 3, avec 8 abstentions. Voir décision 2003/269 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Nicaragua, Nigéria, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Qatar, République de Corée, Roumanie, Sénégal, Suède, Ukraine, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

Australie, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Se sont abstenus :*

Chine, Iran (République Islamique d'), Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Ouganda, Pakistan.

303. Avant l'adoption du projet de décision, les représentants des États-Unis, du Brésil, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Cuba et de la Chine ont fait des déclarations; après l'adoption du projet de décision, le représentant de l'Ouganda a fait une déclaration (voir E/2003/SR.46).

#### **Dates de la soixantième session de la Commission des droits de l'homme**

304. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, le projet de décision 33 intitulé « Dates de la soixantième session de la Commission des droits de l'homme ». Voir décision 2003/270 du Conseil.

#### **Décennie internationale des populations autochtones**

305. À sa 46e séance, le 23 juillet, le Conseil, sur la recommandation de la Commission<sup>43</sup>, a adopté, à l'issue d'un vote enregistré, le projet de décision 34, intitulé « Décennie internationale des populations autochtones », par 50 voix contre une, avec 3 abstentions. Voir décision 2003/271 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Argentine, Azerbaïdjan, Bénin, Bhoutan, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Congo, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Iran (République Islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Malaisie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Suède, Ukraine, Zimbabwe.

*Ont voté contre :*

États-Unis d'Amérique.

*Se sont abstenus :*

Arabie saoudite, Australie, Qatar.

306. Avant l'adoption du projet de décision, les représentants des États-Unis et de Cuba ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.46).

#### **Documents examinés par le Conseil au titre du point 14 g) de l'ordre du jour**

307. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a pris acte de la première partie du rapport de la Commission des droits de l'homme [E/2003/23 (Part I)]. Voir décision 2003/310 du Conseil.

## 8. Instance permanente sur les questions autochtones

308. À sa 49<sup>e</sup> séance, le 25 juillet, le Conseil a tenu un débat sur l'Instance permanente sur les questions autochtones (point 14 h) de l'ordre du jour). Il était saisi des documents suivants :

- a) Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa deuxième session (E/2003/43)<sup>44</sup>;
- b) Rapport du Secrétaire général relatif aux renseignements concernant les questions autochtones demandés par le Conseil économique et social (E/2003/72).

### Mesures prises par le Conseil

309. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les décisions 2003/300, 2003/301, 2003/302, 2003/303, 2003/304, 2003/305, 2003/306, 2003/307 et 2003/310.

### Recommandations figurant dans le rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones

#### Atelier sur la collecte de données relatives aux peuples autochtones

310. À sa 49<sup>e</sup> séance, le 25 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de l'Instance permanente<sup>45</sup>, le projet de décision I intitulé « Atelier sur la collecte de données relatives aux peuples autochtones ». Voir décision 2003/300 du Conseil.

### Débat de haut niveau de la session de fond de 2006 du Conseil économique et social

311. À sa 49<sup>e</sup> séance, le 25 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de décision intitulé « Débat de haut niveau de la session de fond de 2006 du Conseil économique et social », présenté par la Vice-Présidente, Marjatta Rasi (Finlande), à l'issue de consultations officieuses.

312. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 2003/301 du Conseil.

### Participation de membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones aux réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social

313. À la 49<sup>e</sup> séance, le 25 juillet, la Vice-Présidente a révisé le texte du projet de décision III, intitulé « Participation de membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones aux réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social » recommandé par l'Instance permanente<sup>45</sup>, en supprimant, à l'avant-dernière ligne, le mot « permanentes » après le mot « invitations ».

314. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision, tel qu'il avait été modifié oralement. Voir décision 2003/302 du Conseil.

**Bureau de l'Instance permanente sur les questions autochtones**

315. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de l'Instance permanente<sup>45</sup>, le projet de décision IV intitulé « Bureau de l'Instance permanente sur les questions autochtones ». Voir décision 2003/303 du Conseil.

**Lieu et dates de réunion de la troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones**

316. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de l'Instance permanente<sup>45</sup>, le projet de décision V intitulé « Lieu et dates de réunion de la troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones ». Voir décision 2003/304 du Conseil.

**Ordre du jour provisoire et documentation de la troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones**

317. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a adopté, sur la recommandation de l'Instance permanente<sup>45</sup>, le projet de décision VI intitulé « Ordre du jour provisoire et documentation de la troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones ». Voir décision 2003/305 du Conseil.

**Proposition tendant à proclamer une deuxième Décennie internationale des populations autochtones**

318. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de décision intitulé « Proposition tendant à proclamer une deuxième Décennie internationale des populations autochtones », présenté par la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande), à l'issue de consultations officieuses.

319. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 2003/306 du Conseil.

**Examen des questions autochtones au sein du système des Nations Unies**

320. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de décision intitulé « Examen des questions autochtones au sein du système des Nations Unies » (E/2003/L.47), présenté par la Vice-Présidente du Conseil, Marjatta Rasi (Finlande) à l'issue de consultations officieuses.

321. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 2003/307 du Conseil.

322. Les représentants du Danemark, de la Malaisie et de la Suède ont fait des déclarations (voir E/2003/SR.49).

**Document examiné par le Conseil au titre du point 14 h) de l'ordre du jour**

323. À sa 49e séance, le 25 juillet, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général relatif aux renseignements concernant les autochtones demandés par le Conseil économique et social (E/2003/72). Voir décision 2003/310 du Conseil.

## **9. Confidentialité des données génétiques et non-discrimination**

324. À sa 44e séance, le 22 juillet, le Conseil a tenu un débat sur le point 14 i) de l'ordre du jour. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur les informations et observations transmises par les gouvernements et les organisations internationales et commissions techniques compétentes en application de la résolution 2001/39 du Conseil (E/2003/91), ainsi que des informations et observations transmises par l'Argentine (E/2003/91/Add.1).

### **Mesures prises par le Conseil**

325. Au titre du point 14 i) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la décision 2003/232.

### **Confidentialité des données génétiques et non-discrimination**

326. À la 44e séance, le 22 juillet, le représentant de l'Argentine a présenté le projet de décision intitulé « Confidentialité des données génétiques et non-discrimination ».

327. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 2003/232 du Conseil.

## **J. Examen de la demande de transformation de l'Organisation internationale de protection civile, organisation intergouvernementale dotée du statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée des Nations Unies**

328. À sa 29e séance, le 10 juillet 2003, le Conseil a tenu un débat sur l'examen de la demande de transformation de l'Organisation internationale de protection civile, organisation intergouvernementale dotée du statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée des Nations Unies (point 15 de l'ordre du jour) (pour le compte rendu du débat, voir E/2003/SR.29). Le Conseil était saisi d'une lettre (E/2002/4) datée du 19 juillet 2001, adressée à son président par le Secrétaire général de l'Organisation internationale de protection civile.

### **Mesures prises par le Conseil**

329. À la 29e séance, le 10 juillet, il a été rappelé au Conseil qu'il avait décidé, à la reprise de sa session d'organisation, le 24 juin 2003, de remettre à une date ultérieure sa décision sur la question (voir décision 2003/222 du Conseil). Par la suite, par une lettre datée du 6 juin 2003, adressée au Président du Conseil économique et social, le Secrétaire général de l'Organisation internationale de protection civile avait demandé au Conseil un nouveau rapport de l'examen de la question.

**K. Négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du tourisme en vue de la transformation de celle-ci en institution spécialisée du système des Nations Unies**

330. À sa 29e séance, le 10 juillet 2003, le Conseil a tenu un débat sur l'examen de la négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du tourisme en vue de la transformation de celle-ci en institution spécialisée du système des Nations Unies (point 16 de l'ordre du jour) (pour le résumé des débats, voir E/2003/SR.29). Il était saisi des documents suivants :

- a) Rapport du Comité des négociations avec les institutions intergouvernementales (E/2003/60);
- b) Note du Secrétaire général transmettant une communication reçue de l'Organisation mondiale du tourisme (E/C.1/2003/2);
- c) Propositions des organes subsidiaires du Conseil économique et social appelant une intervention de la part du Conseil ou son attention (E/2003/MISC.1).

**Mesures prises par le Conseil**

331. Au titre du point 16, le Conseil a adopté la résolution 2003/2.

**Négociation d'un accord entre les Nations Unies et l'Organisation mondiale du tourisme en vue de la transformation de celle-ci en institution spécialisée du système des Nations Unies**

332. À sa 29e séance, le 10 juillet, le Conseil était saisi d'un projet de résolution présenté par le Bureau, intitulé « Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du tourisme » (E/2003/L.19).

333. À la même séance, le Président du Comité des négociations avec les institutions intergouvernementales a fait une déclaration (voir E/2003/SR.29).

334. À la 29e séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir la résolution 2003/2 du Conseil.

335. Après l'adoption de la résolution, des déclarations ont été faites par les représentants des États-Unis d'Amérique, de l'Andorre, de l'Italie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne, ainsi que de la Bulgarie, de Chypre, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la République slovaque, de la Slovénie et de la Turquie), de l'Éthiopie et du Guatemala, ainsi que par les observateurs du Maroc (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine) et de la Turquie (voir E/2003/SR.29).

336. Une déclaration a également été faite par le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (voir E/2003/SR.29).

## Notes

- <sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 16* (A/58/16).
- <sup>2</sup> Conformément à l'article 72 du Règlement intérieur du Conseil économique et social.
- <sup>3</sup> Le représentant du Qatar a déclaré que, s'il avait été présenté lors du vote, il aurait voté en faveur de la résolution.
- <sup>4</sup> Voir E/2003/32 (Part I), chap. I, sect. A.
- <sup>5</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 9* (E/2003/29).
- <sup>6</sup> Ibid., *Supplément No 13* (E/2003/33).
- <sup>7</sup> Voir *ibid.*, *Supplément No 9* (E/2003/29), chap. I, sect. A.
- <sup>8</sup> Voir *ibid.*, chap. I, sect. B.
- <sup>9</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 11* (E/2003/31).
- <sup>10</sup> Au nom de l'Union européenne.
- <sup>11</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 11* (E/2003/31), chap. I, sect. A.
- <sup>12</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 4* (E/2003/24).
- <sup>13</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément No 8* (A/58/8).
- <sup>14</sup> Ibid., *Supplément No 25* (A/58/25).
- <sup>15</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 5* (E/2003/25).
- <sup>16</sup> Voir *ibid.*, chap. I, sect. A.
- <sup>17</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 44* (E/2003/44).
- <sup>18</sup> Ibid., *Supplément No 22* (E/2003/42).
- <sup>19</sup> Voir *ibid.*, chap. I, sect. A.
- <sup>20</sup> Voir *ibid.*, chap. I, sect. B.
- <sup>21</sup> E/2003/46, chap. I.
- <sup>22</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 7* (E/2003/27).
- <sup>23</sup> Voir *ibid.*, chap. I, sect. A.
- <sup>24</sup> Les représentants de l'Équateur et du Kenya ont indiqué par la suite que, s'ils avaient été présents lors du vote, ils auraient voté en faveur du projet de résolution.
- <sup>25</sup> Le représentant de l'Allemagne a indiqué par la suite que le vote de sa délégation aurait dû être enregistré parmi les votes en faveur du projet de résolution.
- <sup>26</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 7* (E/2003/27), chap. I, sect. B.
- <sup>27</sup> Ibid., *Supplément No 6* (E/2003/26).
- <sup>28</sup> Ibid., chap. I, sect. A.
- <sup>29</sup> Ibid., sect. B.
- <sup>30</sup> Ibid., sect. C.
- <sup>31</sup> Ibid., sect. D.

<sup>32</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 10* (E/2003/30).

<sup>33</sup> Voir *ibid.*, chap. I, sect. A.

<sup>34</sup> Voir *ibid.*, sect. B.

<sup>35</sup> Voir *ibid.*, sect. C.

<sup>36</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 8* (E/2003/28).

<sup>37</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.XI.1.

<sup>38</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 8* (E/2003/28), chap. I, sect. A.

<sup>39</sup> Voir *ibid.*, sect. B.

<sup>40</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 3* (E/2003/23).

<sup>41</sup> *Ibid.*, *Supplément No 2* (E/2003/22).

<sup>42</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 3* (E/2003/43), chap. I, sect. A.

<sup>43</sup> Voir *ibid.*, chap. I, sect. B.

<sup>44</sup> *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 23* (E/2003/43).

<sup>45</sup> Voir *ibid.*, chap. I, sect. A.



## Chapitre VIII

### Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations

1. À sa session d'organisation (point 2 de l'ordre du jour) et à la reprise de cette session (point 4 de l'ordre du jour), le Conseil a examiné la question des élections, de la présentation de candidatures, de la confirmation des candidatures et des nominations à ses 3e, 9e, 11e et 12e séances, les 30 janvier, 29 avril, 27 mai et 24 juin 2003. On trouvera un résumé des débats dans les comptes rendus analytiques pertinents (E/2003/SR.3, 9, 11 et 12). Le Conseil était saisi des documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire annoté de la reprise de la session d'organisation pour 2003 (E/2003/2/Add.1);
- b) Note du Secrétaire général sur l'élection des membres des commissions techniques du Conseil (E/2003/L.3);
- c) Note du Secrétaire général sur la présentation de la candidature de sept membres du Comité du programme et de la coordination (E/2003/L.3/Add.1);
- d) Note du Secrétaire général sur l'élection de 13 membres du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (E/2003/L.3/Add.2);
- e) Note du Secrétaire général sur l'élection de 14 membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/2003/L.3/Add.3);
- f) Note du Secrétaire général sur l'élection de 14 membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population (E/2003/L.3/Add.4);
- g) Note du Secrétaire général sur l'élection de six membres du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (E/2003/L.3/Add.5);
- h) Note du Secrétaire général sur le Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (E/2003/L.3/Add.6);
- i) Note du Secrétaire général sur l'élection des 10 membres du Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population (E/2003/L.3/Add.7);
- j) Note du Secrétaire général sur l'élection de neuf membres du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA) (E/2003/L.3/Add.8);
- k) Note du Secrétaire général sur l'élection de 19 membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (E/2003/L.3/Add.9);
- l) Note du Secrétaire général sur l'élection des 24 membres du Comité des politiques de développement (E/2003/L.3/Add.10);
- m) Note du Secrétaire général sur une candidature au Sous-Comité d'experts du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits

chimiques du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (E/2003/L.3/Add.11).

### **Mesures prises par le Conseil**

2. Au titre du point 4 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les décisions 2003/201 B, C et D. Voir le chapitre III du présent rapport pour la mesure prise par le Conseil au titre du point 2 de l'ordre du jour.

## Chapitre IX

### Questions d'organisation

1. Le Conseil a tenu sa session d'organisation pour 2003 au Siège de l'ONU, les 15, 28, 30 et 31 janvier 2003 (1re, 2e, 3e et 4e séances); une reprise de cette session au Siège de l'ONU, les 5 et 25 mars, 29 avril, 1er et 27 mai et 24 juin 2003 (5e, 6e, 9e, 10e, 11e et 12e séances); une réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce au Siège de l'ONU, le 14 avril 2003 (7e et 8e séances); sa session de fond à l'Office des Nations Unies à Genève, du 30 juin au 25 juillet 2003 (13e à 49e séances); et une reprise de sa session de fond au Siège de l'ONU, du 31 octobre 2003 au ... (49e à ...e séances).

#### A. Session d'organisation

##### Ouverture du Conseil

2. La 1re séance, le 15 janvier, a été ouverte par le Président du Conseil pour 2002, Ivan Simonović (Croatie). Une fois élu, le Président du Conseil pour 2003, Gert Rosenthal (Guatemala), a fait une déclaration.

##### Élection du Bureau

3. À sa 1re séance, le 15 janvier, conformément à l'alinéa k) du paragraphe 2 de sa résolution 1988/77, le Conseil a élu par acclamation Marjatta Rasi (Finlande), Murari Raj Sharma (Népal), Abdul Mejid Hussein (Éthiopie) et Valery P. Kuchinsky (Ukraine) Vice-Présidents du Conseil pour 2003.

##### Ordre du jour

4. À sa 1re séance, le 15 janvier, le Conseil a examiné l'ordre du jour de sa session d'organisation. Il était saisi de l'ordre du jour provisoire annoté (E/2003/2).

5. À la même séance, le Conseil a adopté l'ordre du jour de sa session d'organisation (voir annexe I).

##### Mesures prises par le Conseil

6. À sa session d'organisation pour 2003, le Conseil a adopté huit décisions et une résolution concernant les questions d'organisation. Voir la résolution 2003/1 et les décisions 2003/202 à 2003/209 du Conseil.

##### Programme de travail de base du Conseil

7. À sa 2e séance, le 28 janvier, le Conseil a examiné son programme de travail de base pour 2003 et 2004. Il était saisi d'une note du Secrétaire général contenant le projet de programme de travail de base du Conseil pour 2003 et 2004 (E/2003/1) et les projets de proposition y afférents présentés par son président et des membres de son bureau, sur la base de consultations officielles tenues en application de l'alinéa l) du paragraphe 2 de la décision 1988/77 du Conseil (E/2003/L.1).

8. À la même séance, le Conseil a adopté les projets de décision I, II, III, V, VI et VII. Voir les décisions 2003/202 à 2003/206 du Conseil.

**Deuxième session du Comité d'experts de l'administration publique  
et son ordre du jour provisoire**

9. À sa 2e séance, le 28 janvier, le Conseil a décidé d'approuver la tenue de la deuxième session du Comité d'experts de l'administration publique à New York du 7 au 11 avril 2003, ainsi que l'ordre du jour provisoire correspondant. Voir la décision 2003/207 du Conseil.

**Participation d'organisations intergouvernementales aux travaux  
du Conseil économique et social**

10. À sa 2e séance, le 28 janvier, le Conseil a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session de fond de 2003 les demandes de statut d'observateur présentées par deux organisations intergouvernementales : la Banque islamique de développement et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture. Voir la décision 2003/208 du Conseil. Par la suite, à la reprise de sa session d'organisation, le Conseil a approuvé les demandes présentées par la Banque islamique de développement et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture en vue de participer à ses travaux conformément à l'article 79 de son règlement intérieur. Voir la décision 2003/221 du Conseil, adoptée par la suite à la reprise de la session d'organisation.

**Paramètres généraux et thème de la réunion de printemps de 2003  
du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods  
et l'Organisation mondiale du commerce**

11. À sa 3e séance, le 30 janvier 2003, le Conseil économique et social a pris acte d'un memorandum daté du 24 janvier 2003, adressé aux membres du Conseil par le Bureau, concernant les paramètres généraux de la réunion de printemps de 2003 du Conseil avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, ainsi que le thème de la réunion, intitulé : « Meilleures cohérence, coordination et coopération pour l'application à tous les niveaux du Consensus de Monterrey, adopté à la Conférence internationale sur le financement du développement un an après la Conférence ». Voir la décision 2003/209 du Conseil.

**Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau**

12. À sa 4e séance, le 31 janvier 2003, le Conseil économique et social, rappelant sa décision 2002/304 du 25 octobre 2002, par laquelle il a établi un groupe consultatif pour la Guinée-Bissau, a décidé de proroger le mandat du Groupe consultatif jusqu'à sa session de fond de 2003. Voir la résolution 2003/1 du Conseil. Par la suite, lors de sa session de fond de 2003, le Conseil a décidé, par sa résolution 2003/53, de proroger le mandat du Groupe consultatif spécial jusqu'à sa session d'organisation en janvier 2004 [voir la section 8 du chapitre VII du rapport à l'Assemblée générale, A/58/3 (Part II)].

**B. Reprise de la session d'organisation**

**Ordre du jour**

13. À sa 9e séance, le 29 avril, le Conseil était saisi de l'ordre du jour de la reprise de sa session d'organisation (E/2002/2 et Add.1).

### **Mesures prises par le Conseil**

14. À la reprise de sa session d'organisation pour 2003, le Conseil a adopté un certain nombre de décisions concernant les questions d'organisation. Voir les décisions 2003/210 à 2003/215 A et 2003/215 B, et 2003/217 à 2003/222 du Conseil.

### **Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de fond de 2003 du Conseil**

15. À sa 5e séance, le 5 mars, le Conseil était saisi d'un document officieux sur le thème du débat consacré aux affaires humanitaires de sa session de fond de 2003.

16. À la même séance, le Conseil a décidé d'adopter ce thème. Voir la décision 2003/210 du Conseil.

### **Programme de travail du débat consacré aux activités opérationnelles de la session de fond de 2003 du Conseil**

17. À sa 5e séance, le 5 mars, le Conseil a adopté le programme de travail du débat consacré aux activités opérationnelles de la session de fond de 2003. Voir la décision 2003/211 du Conseil.

### **Participation d'organisations intergouvernementales aux travaux du Conseil économique et social**

18. À sa 5e séance, le 5 mars, le Conseil a décidé d'octroyer le statut d'observateur auprès du Conseil à l'Institution intergouvernementale pour l'utilisation de la microalgue spiruline contre la malnutrition. Voir la décision 2003/212 du Conseil.

19. À sa 12e séance, le 24 juin, le Conseil a approuvé les demandes d'admission au statut d'observateur auprès du Conseil, accordé en vertu de l'article 79 du Règlement intérieur, des organisations intergouvernementales suivantes : Banque islamique de développement, Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture et Fonds commun pour les produits de base. Voir les décisions 2003/213 et 2003/221 du Conseil.

### **Changement de dates et de lieu de la onzième réunion du Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale**

20. À sa 5e séance, le 5 mars, le Conseil a décidé d'approuver la décision relative au changement de dates et de lieu de la onzième réunion du Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale, qui se tiendra, non plus du 7 au 11 avril 2003 à New York, mais du 10 au 14 novembre 2003 à Genève. Voir la décision 2003/214 du Conseil. Par la suite, au cours de sa session de fond, le Conseil économique et social a été informé que la réunion aurait lieu du 15 au 19 décembre 2003 et il a reporté sa décision sur cette question à la reprise de sa session de fond de 2003.

### **Nomination des membres du Comité des négociations avec les institutions intergouvernementales**

21. À sa 6e séance, le 25 mars, le Conseil a pris note de la lettre datée du 28 février 2003, que son président avait adressée au Secrétaire général (E/2003/12), pour l'informer de la nomination des membres du Comité des négociations avec les institutions intergouvernementales. Voir la décision 2003/215 A du Conseil.

22. À sa 10e séance, le 1er mai, le Conseil a noté que le Président avait informé le Conseil que des nouveaux pays s'étaient joints aux membres du Comité des négociations avec les institutions intergouvernementales. Voir la décision 2003/215 B du Conseil.

**Projet d'ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2003  
du Comité chargé des organisations non gouvernementales et rapport  
du Comité sur la reprise de sa session de 2002**

23. À sa 10e séance, le 1er mai, le Conseil a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire et la documentation de la session de 2003 du Comité chargé des organisations non gouvernementales et décidé que la session de 2003 du Comité se tiendrait du 5 au 23 mai 2003. Voir la décision 2003/217 du Conseil.

**Demandes présentées par des organisations autochtones non dotées  
du statut consultatif auprès du Conseil en vue de participer  
au groupe de travail intersessions à participation non limitée  
de la Commission des droits de l'homme**

24. À sa 10e séance, le 1er mai, le Conseil a décidé, conformément à sa résolution 1995/32 du 3 mars 1995, d'autoriser les trois organisations autochtones ci-après à participer aux travaux du groupe de travail intersessions à participation non limitée de la Commission des droits de l'homme en vue de l'élaboration d'un projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones : Chickaloon Village Traditional Council; Indigenous Peoples and Nations Coalition; United Native Nations. Voir la décision 2003/218 du Conseil.

**Ordre du jour provisoire et documentation de la deuxième session  
de l'Instance permanente sur les questions autochtones**

25. À sa 10e séance, le 1er mai, le Conseil a approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la deuxième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Voir la décision 2003/219 du Conseil.

**Honoraires payables aux membres de l'Organe international de contrôle  
des stupéfiants**

26. À sa 10e séance, le 1er mai, le Conseil a décidé d'inscrire la question des honoraires payables aux membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants à l'ordre du jour de sa session de fond de 2003. Voir la décision 2003/220 du Conseil.

**Examen de la demande de transformation de l'Organisation internationale  
de protection civile, organisation intergouvernementale dotée du statut  
d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution  
spécialisée des Nations Unies**

27. À sa 12e séance, le 24 juin, le Conseil a décidé de renvoyer à une session ultérieure l'examen de la demande de transformation de l'Organisation internationale de protection civile, organisation intergouvernementale dotée du statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée des Nations Unies. Voir la décision 2003/222 du Conseil.

## **C. Session de fond**

### **Mesures prises par le Conseil**

28. À sa session de fond de 2003, le Conseil a adopté deux décisions concernant les questions d'organisation. Voir les décisions 2003/223 et 2003/287 du Conseil.

### **Ordre du jour**

29. À sa 13e séance, le 30 juin 2003, le Conseil a examiné l'ordre du jour et l'organisation des travaux de sa session de fond de 2003. Il était saisi des documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire annoté de la session de fond de 2003 (E/2003/100);
- b) Projet de programme de travail de la session de fond de 2003 (E/2003/L.5);
- c) État de la documentation de la session (E/2003/L.6).

30. À la même séance, le Conseil a adopté l'ordre du jour de sa session de fond pour 2003 (voir annexe I) et approuvé le programme de travail de la session. Voir la décision 2003/223 du Conseil.

### **Thèmes du débat de haut niveau et du débat consacré aux questions de coordination de la session de fond de 2004**

31. À sa 48e séance, le 24 juillet, le Conseil a décidé d'adopter les thèmes ci-après pour le débat de haut niveau et le débat consacré aux questions de coordination de sa session de fond de 2004 :

#### *Débat de haut niveau*

« Mobilisation de ressources et promotion de l'environnement aux fins de l'élimination de la pauvreté dans le contexte de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 ».

#### *Débat consacré aux questions de coordination*

« 1. Examen et évaluation de l'application à l'échelle du système des conclusions concertées 1997/2 du Conseil sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies.

2. Approche coordonnée et intégrée du système des Nations Unies visant à promouvoir le développement rural dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés, en vue d'éliminer la pauvreté et d'instaurer un développement durable. »

Voir la décision 2003/287 du Conseil.



## **Annexe I**

### **Ordres du jour de la session d'organisation pour 2003, de la reprise de cette session ainsi que de la session de fond de 2003**

#### **Ordre du jour de la session d'organisation pour 2003 et de la reprise de cette session**

**Adopté par le Conseil à sa 1re séance, le 15 janvier 2003**

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Programme de travail de base du Conseil.
4. Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations.

## **Ordre du jour de la session de fond de 2003**

### **Adopté par le Conseil à sa 13e séance, le 30 juin 2003**

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

#### **Débat de haut niveau**

2. Promotion d'une approche intégrée du développement rural dans les pays en développement aux fins de l'élimination de la pauvreté et d'un développement durable.

#### **Débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement**

3. Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement :
  - a) Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale et du Conseil;
  - b) Rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial;
  - c) Coopération économique et technique entre pays en développement.

#### **Débat consacré aux questions de coordination**

4. Rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

#### **Débat consacré aux affaires humanitaires**

5. Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe.

#### **Débat général**

6. Application et suivi des recommandations issues des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies :
  - a) Suite donnée à la Conférence internationale sur le financement du développement;
  - b) Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010.
7. Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions :
  - a) Rapports des organes de coordination;
  - b) Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005;

- c) Calendrier des conférences concernant les domaines économique et social et les domaines connexes;
  - d) Coopération internationale dans le domaine de l'informatique;
  - e) Programme à long terme d'aide à Haïti;
  - f) Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies;
  - g) Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA);
  - h) Groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit;
  - i) Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et de la communication.
8. Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale.
  9. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
  10. Coopération régionale.
  11. Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé.
  12. Organisations non gouvernementales.
  13. Questions relatives à l'économie et à l'environnement :
    - a) Développement durable;
    - b) Science et technique au service du développement;
    - c) Statistique;
    - d) Établissements humains;
    - e) Environnement;
    - f) Population et développement;
    - g) Administration publique et développement;
    - h) Coopération internationale en matière fiscale;
    - i) Forum des Nations Unies sur les forêts;
    - j) Assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions;
    - k) Cartographie;
    - l) Transport de marchandises dangereuses;
    - m) Les femmes et le développement.
  14. Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme :
    - a) Promotion de la femme;
    - b) Développement social;

- c) Prévention du crime et justice pénale;
  - d) Stupéfiants;
  - e) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;
  - f) Application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;
  - g) Droits de l'homme;
  - h) Instance permanente sur les questions autochtones;
  - i) Confidentialité des données génétiques et non-discrimination.
15. Examen de la demande de transformation de l'Organisation internationale de protection civile, organisation intergouvernementale dotée du statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, en institution spécialisée des Nations Unies.
16. Négociation d'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale du tourisme en vue de la transformation de celle-ci en institution spécialisée des Nations Unies.

## Annexe II

### **Organisations intergouvernementales désignées par le Conseil en vertu de l'article 79 du Règlement intérieur<sup>1</sup> pour participer aux délibérations du Conseil sur les questions relevant du domaine d'activité desdites organisations**

#### **Organisations et autres organismes auxquels l'Assemblée générale a octroyé le statut d'observateur à titre permanent**

Association des États des Caraïbes (résolution 53/5 de l'Assemblée générale)

Autorité internationale des fonds marins (résolution 51/6 de l'Assemblée générale)

Banque africaine de développement (résolution 42/10 de l'Assemblée générale)

Banque asiatique de développement (résolution 57/30 de l'Assemblée générale)

Banque interaméricaine de développement (résolution 55/160 de l'Assemblée générale)

Centre international pour la formulation de politiques en matière de migrations (résolution 57/31 de l'Assemblée générale)

Comité international de la Croix-Rouge (résolution 45/6 de l'Assemblée générale)

Communauté andine (résolution 52/6 de l'Assemblée générale)

Communauté des Caraïbes (résolution 46/8 de l'Assemblée générale)

Communauté des États sahélo-sahariens (résolution 56/92 de l'Assemblée générale)

Communauté des pays de langue portugaise (résolution 54/10 de l'Assemblée générale)

Communauté d'États indépendants (résolution 48/237 de l'Assemblée générale)

Communauté économique des États de l'Afrique centrale (résolution 55/161 de l'Assemblée générale)

Communauté européenne (résolution 3208 (XXIX) de l'Assemblée générale)

Conseil de coopération douanière (résolution 53/216 de l'Assemblée générale)

Conseil de l'Europe (résolution 44/6 de l'Assemblée générale)

Cour permanente d'arbitrage (résolution 48/3 de l'Assemblée générale)

<sup>1</sup> Le texte de l'article 79, intitulé « Participation d'autres organisations intergouvernementales », est conçu comme suit : « Les représentants des organisations intergouvernementales auxquelles l'Assemblée générale a accordé le statut d'observateur permanent et d'autres organisations intergouvernementales désignées par le Conseil, à titre spécial ou à titre permanent, sur la recommandation du Bureau, peuvent participer, sans droit de vote, aux délibérations du Conseil sur les questions relevant du domaine d'activité desdites organisations ».

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (résolution 49/2 de l'Assemblée générale)

Forum des îles du Pacifique (résolution 49/1 de l'Assemblée générale)

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (résolution 36/4 de l'Assemblée générale)

Institut international de droit du développement (résolution 56/90 de l'Assemblée générale)

Ligue des États arabes (résolution 477 (V) de l'Assemblée générale)

Ordre souverain et militaire de Malte (résolution 48/265 de l'Assemblée générale)

Organisation consultative juridique afro-asiatique (résolution 35/2 de l'Assemblée générale)

Organisation de coopération économique (résolution 48/2 de l'Assemblée générale)

Organisation de coopération économique de la mer Noire (résolution 54/5 de l'Assemblée générale)

Organisation de coopération et de développement économiques (résolution 53/6 de l'Assemblée générale)

Organisation de la Conférence islamique (résolution 3369 (XXX) de l'Assemblée générale)

Organisation des États américains (résolution 253 (III) de l'Assemblée générale)

Organisation hydrographique internationale (résolution 56/91 de l'Assemblée générale)

Organisation internationale de la Francophonie (résolution 33/18 de l'Assemblée générale)

Organisation internationale de police criminelle (Interpol) (résolution 51/1 de l'Assemblée générale)

Organisation internationale pour les migrations (résolution 47/4 de l'Assemblée générale)

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (résolution 48/5 de l'Assemblée générale)

Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes (résolution 43/6 de l'Assemblée générale)

Palestine (résolution 52/250 de l'Assemblée générale)

Parlement latino-américain (résolution 48/4 de l'Assemblée générale)

Partenaires dans le domaine de la population et du développement (résolution 57/29 de l'Assemblée générale)

Secrétariat du Commonwealth (résolution 31/3 de l'Assemblée générale)

Système d'intégration de l'Amérique centrale (résolution 50/2 de l'Assemblée générale)

Système économique latino-américain (SELA) (résolution 35/3 de l'Assemblée générale)

Tribunal international du droit de la mer (résolution 51/204 de l'Assemblée générale)

Union africaine (résolution 2011 (XX) et décision 56/475 de l'Assemblée générale)<sup>2</sup>

Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (résolution 54/195 de l'Assemblée générale)

Union interparlementaire (résolution 57/32 de l'Assemblée générale)

## **Organisations désignées par le Conseil économique et social**

### **Participants à titre permanent**

Association internationale des conseils économiques et sociaux et d'institutions similaires (décision 2001/318 du Conseil)

Banque islamique de développement (décision 2003/221 du Conseil)

Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique (décision 2000/213 du Conseil)

Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (décision 1997/215 du Conseil)

Centre international pour les entreprises publiques dans les pays en développement (décision 1980/114 du Conseil)

Centre régional africain de technologie (décision 1980/151 du Conseil)

Conseil de l'unité économique arabe (décision 109 (LIX) du Conseil)

Fonds commun pour les produits de base (décision 2003/221 du Conseil)

Institution pour l'utilisation de la microalgue spiruline contre la malnutrition (décision 2003/212 du Conseil)

Organisation asiatique de productivité (OAP) (décision 1980/114 du Conseil)

Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (décision 1986/156 du Conseil)

Organisation des pays exportateurs de pétrole (décision 109 (LIX) du Conseil)

Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (décision 2003/221 du Conseil)

Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) (décision 1980/114 du Conseil)

Organisation mondiale du tourisme (décision 109 (LIX) du Conseil)

Organisation régionale pour la protection du milieu marin (décision 1992/265 du Conseil)

<sup>2</sup> Remplace l'Organisation de l'unité africaine.

Union des Conseils économiques et sociaux d'Afrique (décision 1996/225 du Conseil)

**Participation à titre spécial**

Association internationale de la bauxite (décision 1987/161 du Conseil)

Centre arabe d'études et de formation en matière de sécurité (décision 1989/165 du Conseil)

Conseil africain de la comptabilité (décision 1987/161 du Conseil)

Conseil des ministres arabes de l'intérieur (décision 1987/161 du Conseil)

Faculté latino-américaine de sciences sociales (décision 239 (LXII) du Conseil)

Institut culturel africain (décision 1987/161 du Conseil)

Organisation internationale de protection civile (décision 109 (LIX) du Conseil)

---